

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 88**20 février 1996****SOMMAIRE**

Barclays Diversified Portfolio, Sicav, Luxbg	page 4224	International Technik Holding S.A., Luxembourg	4205
Cantrade Invest, Anlagfonds	4192	International Trademarks S.A., Luxembourg	4204
Centenary, S.à r.l., Luxembourg	4200, 4202	Intinco S.A., Luxembourg	4205
Claret S.A., Luxembourg	4221	Jabbalux S.A., Luxembourg	4205
Compagnie Financière Immobilière Hôtelière S.A., Luxembourg	4221	Janette S.A., Luxembourg	4204
Dashabo S.A., Luxembourg	4185	JBS, S.à r.l., Mondorf-les-Bains	4205
De Groot Holding S.A., Luxembourg	4185	Joint Bulk Investors S.A., Luxembourg	4206
Distributrade Holding S.A., Luxembourg	4186	Jopoly Immobilière S.A., Walferdange	4206
(John) Driège, S.à r.l., Luxembourg	4202	Jowa Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	4206
Eastern and Financial Trust Company S.A., Luxbg	4184	Kensington S.A., Luxembourg	4218
Éditions du Lion S.A., Differdange	4185	Kodikama Holding S.A., Luxembourg	4207
E.I.A., European Investment Association S.A., Luxbg	4186	Kowa Investment Luxembourg S.A., Luxembourg	4207
Eilan International S.A., Luxembourg	4186	Lancaster S.A., Luxembourg	4208
E.M.I. Advisory Company S.A., Luxembourg	4187	Lapageparfi, S.à r.l., Luxembourg	4206
EPS Economical Power Systems S.A., Luxembourg	4190	LBV - Letzebuenger Baubeteiligung & Verwaltung S.A., Luxembourg	4208
Eri Bancaire Luxembourg S.A., Luxembourg	4223	Lorient Holding S.A., Luxembourg	4207
EURHOR, Européenne d'Horlogerie S.A., Luxembourg	4197, 4198	Lufar S.A., Luxembourg	4208
Europarticipations S.A., Luxembourg	4187	Luxholding S.A., Luxembourg	4208
Euro Tankers S.A., Luxembourg	4187	Lux Sport-Inter S.A.H., Luxembourg	4209
Eurotruck (Luxembourg) S.A.H., Luxembg	4199, 4200	Machinery Industries Finance S.A., Luxembourg	4209
Eurpart S.A., Luxembourg	4188	Margô Finance (Luxembourg) S.A., Luxembourg	4220
Fablux S.A., Luxembourg	4186	Maria-De Holding S.A., Luxembourg	4209
Femalux S.A., Luxembourg	4188	Marigny S.A.H., Luxembourg	4210, 4211
Feres S.A., Luxembourg	4189	Media International S.A., Luxembourg	4209
Fidelity Global Selection Fund, Sicav, Luxembourg	4222	Media, S.à r.l., Mamer	4211
Financière Brepols S.A., Luxembourg	4188	Medical Invest S.A.H., Luxembourg	4222
Froebau, GmbH, Luxembourg	4189	Me-Ko Trans S.A., Luxembourg	4217
Galaxia Holdings S.A., Luxembourg	4221	Minotaurus Finance S.A., Luxembourg	4211
Garbo Investment S.A., Luxembourg	4190	(La) Mouginoise Trust, S.à r.l., Luxembourg	4207
Gedeam Investments Group Inc. S.A., Luxembg	4187	Nafcod S.A., Luxembourg	4217
Genepar S.A., Luxembourg	4189	Nine O Seven S.A.H., Luxembourg	4181, 4182, 4183
Générale Finance Luxembourg S.A., Luxembourg	4191	Picat Finance (Luxembourg) S.A., Luxembourg	4220
Gestion Comptable et Fiscale, S.à r.l., Cap	4189, 4190	Pictet Institutional Fund Management S.A., Luxbg	4178
GFI, Gestion Financière International S.A., Luxbg	4191	Promocourse, S.à r.l., Luxembourg	4217
Global Hotel Development S.A., Luxembourg	4223	Publicash, Sicav, Luxembourg	4218
Group International ADR S.A., Luxembourg	4198, 4199	Saga Iceland Woll, S.à r.l., Hostert	4205
Guerlange Investments S.A., Luxembourg	4224	Sena Invest S.A., Luxembourg	4223
Gutenberg Holding S.A., Luxembourg	4202	Sipalux S.A., Luxembourg	4218
Hamalux, S.à r.l., Luxembourg	4203	Solupro S.A., Luxembourg	4221
Helvestate S.A., Luxembourg	4203	Stolt-Nielsen S.A., Luxembourg	4183
Iberint S.A., Luxembourg	4203	Stolt Partner S.A., Luxembourg	4183
IBJ GIM, IBJ Global Investment Management S.A., Luxembourg	4185	Transatlantic Shareholding S.A.H., Luxembourg	4220
Immobra (Luxembourg) S.A., Luxembourg	4203	UBS (Lux) Equity Invest, Anlagfonds	4212
Immo-Trust S.A., Luxembourg	4191	United Companies S.A., Luxembourg	4220
Indexis, Sicav, Luxembourg	4219	Valinco S.A., Luxembourg	4219
Interfab S.A., Luxembourg	4191	Vedalo Holding S.A., Luxembourg	4218
		World Capital Growth Fund, Sicav, Luxembourg	4222

PICTET INSTITUTIONAL FUND MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 17, Côte d'Eich.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le huit janvier.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) PICTET (Canada), société en commandite, constituée en vertu des lois du Québec, ayant son siège social au 1800, avenue McGill Collège, Bureau 2900, Montréal, Québec, ici représentée par Madame Dominique Brankaer, employée de banque, demeurant à Saint Mard (Belgique), 3, avenue de Lorraine,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Montréal, le 3 janvier 1996;

2) Monsieur Charles Pictet, Associé PICTET & CIE, Genève, demeurant à Genève,

ici représenté par Madame Dominique Brankaer, prénommée,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 8 janvier 1996.

Les prédites procurations resteront annexées aux présentes.

Lesquels comparants, aux termes de la capacité avec laquelle ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux:

I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme sous la dénomination de PICTET INSTITUTIONAL FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la création, l'administration et la gestion de PICTET INSTITUTIONAL FUND, un fonds commun de placement de droit luxembourgeois (le «Fonds») et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans ce Fonds.

La société se chargera de toute action en rapport avec l'administration, la gestion et la promotion du Fonds. Elle pourra, pour le compte du Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières et autres avoirs autorisés par la loi, procéder à toutes inscriptions et tous transferts en son nom et au nom de tiers dans les registres d'actions ou d'obligations de toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères et exercer pour le compte du Fonds et des propriétaires de parts du Fonds tous droits et privilèges, en particulier tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs du Fonds, cette énumération n'étant pas limitative, mais simplement exemplative. La société pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi luxembourgeoise du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présenteront ou paraîtront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à deux cent vingt mille francs suisses (220.000,- CHF), représenté par deux cent vingt (220) actions, d'une valeur nominale de mille francs suisses (1.000,- CHF) chacune, entièrement libérées.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société pourra racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévus par la loi.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi modifiée du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la société.

La société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la société, régulièrement constituée, représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration.

Elle peut l'être également sur la demande d'actionnaires représentant un cinquième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le cinquième jour du mois d'avril à quinze heures.

Si ce jour est un jour férié légal ou bancaire, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

L'assemblée générale sera convoquée au moins huit jours avant l'assemblée par lettre recommandée à chaque actionnaire.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

IV. Conseil d'Administration

Art. 9. La société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat.

La durée du mandat d'administrateur est de six ans au maximum.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué, avec ou sans motif, ou être remplacé, à tout moment, par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la loi.

Art. 10. Le conseil d'administration choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui aura à sa charge la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence, l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner, à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion, un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblée ou réunion.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donnée à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil, il y a égalité des voix pour et contre une décision, le président aura voix prépondérante. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Dans le cadre d'une résolution par voie circulaire, l'approbation des administrateurs pourra résulter d'un ou de plusieurs écrits, de télégrammes, télex, messages télécopiés ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la société. Tous pouvoirs que la loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

La gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale. La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La société sera engagée par la signature collective de deux administrateurs ou par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra pas excéder six années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même l'année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts ou tel qu'il aura été augmenté ou réduit, conformément à ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur la proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi modifiée du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales, ainsi qu'à la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-seize.

2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra en mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. La société PICTET (Canada), prénommée, deux cent dix-neuf actions	219
2. Monsieur Charles Pictet, prénommé, une action	<u>1</u>
Total: deux cent vingt actions	220

Toutes ces actions ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de deux cent vingt mille francs suisses (220.000,- CHF) se trouve dès maintenant à la disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mises à sa charge en raison de sa constitution, approximativement à la somme de cent vingt mille francs (120.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les actionnaires, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire. Après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à cinq et celui de commissaire aux comptes à un.
- 2) Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs:
 - a) Monsieur Philippe Bertherat, associé PICTET & CIE, Genève, demeurant à Genève,
 - b) Monsieur Charles Pictet, associé PICTET & CIE, Genève, demeurant à Genève,
 - c) Madame Ailbhe Jennings, sous-directrice, BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A., demeurant à Luxembourg,
 - d) Monsieur Rod Hearn, executive director, PICTET LONDRES, demeurant à Londres,
 - e) Monsieur Yves Martignier, directeur adjoint, BANQUE PICTET (LUXEMBOURG) S.A., demeurant à Luxembourg.
- 3) A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: DELOITTE & TOUCHE (LUXEMBOURG), S.à r.l., ayant son siège social à Strassen.
- 4) L'adresse de la société a été fixée à L-1450 Luxembourg, 17, Côte d'Eich.
- 5) Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes arrêtés au trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-seize.
- 6) L'assemblée générale, conformément à l'article 60 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs de ses membres.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. Brankaer, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 1996, vol. 88S, fol. 74, case 1. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 1996.

F. Baden.

(03950/200/227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 1996.

NINE O SEVEN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 49.624.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le neuf janvier.

Par-devant Maître Marc Elter, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme NINE O SEVEN S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 49.624, constituée suivant acte reçu le 15 décembre 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 134 du 25 mars 1995, et dont les statuts ont été modifiés par acte en date du 23 février 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 274 du 19 juin 1995 et par acte du 18 septembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 599 du 25 novembre 1995.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Gustave Stoffel, directeur adjoint de banque, demeurant à Wecker.

Monsieur le président désigne comme secrétaire, Madame Vilma Domenicucci, employée de banque, demeurant à Longwy (France).

L'assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur GianLuca Pozzi, chef de service, demeurant à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les membres du bureau et le notaire soussigné. Cette liste et les procurations paraphées ne varietur, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les 3.350 (trois mille trois cent cinquante) actions représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de la date de clôture de l'exercice social pour la fixer au 9 janvier.

2. Modification afférente de l'article 20 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la date de clôture de l'exercice social pour la fixer au 9 janvier.

En conséquence, et à titre transitoire, l'assemblée aura à statuer sur un premier exercice social ayant couru du 15 décembre 1994 au 31 décembre 1995 et sur un deuxième exercice ayant couru du 1^{er} janvier 1996 au 9 janvier 1996.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 20 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 20.** L'année sociale commence le dix janvier et finit le neuf janvier de l'année suivante.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: G. Stoffel, V. Domenicucci, G. Pozzi, M. Elter.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 1996, vol. 88S, fol. 72, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 1996.

M. Elter.

(04647/210/52) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 1996.

NINE O SEVEN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 49.624.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 1996.

M. Elter.

(04648/210/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 1996.

NINE O SEVEN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 49.624.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le seize janvier.

Par-devant Maître Marc Elter, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme NINE O SEVEN S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 49.624, constituée suivant acte reçu le 15 décembre 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 134 du 25 mars 1995, et dont les statuts ont été modifiés par acte en date du 23 février 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 274 du 19 juin 1995 et par acte du 18 septembre 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 599 du 25 novembre 1995 et par acte du 9 janvier 1996, en voie de publication.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Claudio Bacceli, conseiller de banque, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le président désigne comme secrétaire, Monsieur GianLuca Pozzi, chef de service, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Madame Vilma Domenicucci, employée de banque, demeurant à Longwy (France).

Le président prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les membres du bureau et le notaire soussigné. Cette liste et les procurations paraphées ne varientur, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les 3.350 (trois mille trois cent cinquante) actions représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social à concurrence d'un montant de ITL 3.275.000.000,- (trois milliards deux cent soixante-quinze millions de liras italiennes) par remboursement aux actionnaires, pour le porter de son montant actuel de ITL 3.350.000.000,- (trois milliards trois cent cinquante millions de liras italiennes) à ITL 75.000.000,- (soixante-quinze millions de liras italiennes).

2. Pouvoirs au conseil d'administration de fixer les modalités de remboursement aux actionnaires dans les délais légaux, d'annuler les actions anciennes, d'en établir de nouvelles et de les répartir entre les actionnaires, proportionnellement à leur participation.

3. Modification afférente des statuts pour exprimer le capital souscrit conformément aux résolutions prises.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence d'un montant de ITL 3.275.000.000,- (trois milliards deux cent soixante-quinze millions de liras italiennes) pour le ramener de son montant actuel de ITL 3.350.000.000,-

(trois milliards trois cent cinquante millions de liras italiennes) à ITL 75.000.000,- (soixante-quinze millions de liras italiennes), par remboursement à due concurrence aux actionnaires proportionnellement aux actions détenues et par annulation des actions anciennes et création de 7.500 (sept mille cinq cents) actions nouvelles d'une valeur nominale de ITL 10.000,- (dix mille liras italiennes) à répartir entre les actionnaires au prorata de leur participation.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent, au remboursement aux actionnaires, à l'annulation des actions ainsi qu'à la création et répartition des nouvelles, étant entendu que le remboursement ne peut avoir lieu que 30 (trente) jours après la publication des présentes au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. Premier alinéa.** Le capital souscrit est fixé à ITL 75.000.000,- (soixante-quinze millions de liras italiennes), représenté par 7.500 (sept mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de ITL 10.000,- (dix mille liras italiennes) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: C. Bacceci, G. Pozzi, V. Domenicucci, M. Elter.

Enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 1996, vol. 88S, fol. 86, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 1996.

M. Elter.

(04649/210/68) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 1996.

NINE O SEVEN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 49.624.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 1996.

M. Elter.

(04650/210/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 1996.

STOLT-NIELSEN S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2260 Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.

R. C. Luxembourg B 12.179

STOLT PARTNER S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 32.790.

Plan of Merger of Stolt Partner S.A. into Stolt-Nielsen S.A. under article 261 of the Luxembourg Company Law

MERGER BY ABSORPTION

The Boards of Directors of STOLT-NIELSEN S.A. and STOLT PARTNER S.A., each being a Luxembourg company, hereby establish the following Plan of Merger for the merger by absorption of STOLT PARTNER S.A. into STOLT-NIELSEN S.A.

1. The form, name and registered offices of the companies which are to merge are as follows:

STOLT-NIELSEN S.A., Société Anonyme, (R. C. Luxembourg B 12.179), 37, rue Notre-Dame, L-2260 Luxembourg (absorbing company),

STOLT PARTNER S.A., Société Anonyme, (R. C. Luxembourg B 32.790), 11, rue Aldringen, L-2960 Luxembourg (absorbed company).

2. The exchange ratio of the shares and the amount of cash payment, if any, is as follows:

- each issued Common Share and each issued Class B Share of STOLT PARTNER S.A. will be exchanged for a fraction of a STOLT-NIELSEN S.A. Class B Share equal to USD 2.80, divided by the average closing price for STOLT-NIELSEN S.A., Class B Shares, as quoted on The Nasdaq Stock Market in the United States for American Depositary Shares (ADSs), each of which represent one of the STOLT-NIELSEN S.A. Class B Shares, during the last fifteen (15) trading days on such exchanges prior to the Extraordinary General Meetings of each of STOLT-NIELSEN S.A. and STOLT PARTNER S.A. scheduled to be held in Luxembourg on Wednesday, March 20, 1996, provided, however, that no less than 0.145 STOLT-NIELSEN S.A. Class B Share nor more than 0.160 STOLT-NIELSEN S.A. Class B Share will be exchanged for each STOLT PARTNER S.A. Common Share or Class B Share.

- As of the date hereof and as of the effective date of the merger, the issued share capital of STOLT PARTNER S.A. consists of 47,500,000 Common Shares and 100 Class B Shares, each USD 2.00 par value.

- The Articles of Incorporation of STOLT-NIELSEN S.A. do not permit the issuance of fractional shares. DEN NORSKE BANK AS, as Norwegian Registrar/VPS Transfert Agent for the STOLT-NIELSEN S.A. Class B Shares, will

aggregate all fractional share entitlements of existing STOLT PARTNER S.A. Common Shareholders, will sell such STOLT-NIELSEN S.A. Class B Shares on the Oslo Stock Exchange and will distribute the proceeds thereof pro rata to the entitled STOLT PARTNER S.A. shareholders.

3. The terms and conditions of the proposed merger involve the merger of STOLT PARTNER S.A. into STOLT-NIELSEN S.A. The Common Shares and Class B Shares of STOLT PARTNER S.A. will be deemed surrendered and cancelled simultaneously with the exchange of shares on the basis set forth in paragraph 2 hereof, which exchange of shares will be effected by DEN NORSKE BANK AS, as Norwegian Share Registrar/VPS Transfer Agent, upon instructions from the Company. The effective date of the merger is March 29, 1996. The last day on which STOLT PARTNER S.A. Common Shares will trade on the Oslo Stock Exchange is March 28, 1996. On March 29, 1996, DEN NORSKE BANK AS, as Norwegian Share Registrar/VPS Transfer Agent, will allocate STOLT-NIELSEN S.A. Class B Shares to each registered holder of STOLT PARTNER S.A. Common Shares as of the close of business on March 28, 1996.

4. The STOLT-NIELSEN Class B Shares to be issued in the merger will be validly issued, fully paid and non-assessable as of the effective date of the merger, i.e. March 29, 1996, in conformity with the provisions of the Luxembourg Company Law.

Such newly-issued STOLT-NIELSEN S.A. Class B Shares will, from the date of issuance, participate fully as to all future profits and distributions of the Company without restriction, and whether any such distributions relate to prior fiscal years of STOLT-NIELSEN S.A. or otherwise.

5. The operations of STOLT PARTNER S.A., as the absorbed company, are to be regarded from an accounting perspective, as being carried out on behalf of STOLT-NIELSEN S.A. with effect as of March 1st, 1996.

6. STOLT-NIELSEN S.A. shall, when such merger has been effected, succeed to and possess all of the rights, privileges, powers and purposes of itself and STOLT PARTNER S.A. and shall assume and be liable for all of the liabilities, obligations and penalties of said STOLT PARTNER S.A. in accordance with applicable law.

7. The Board of Directors of STOLT PARTNER S.A. and the statutory auditors of STOLT PARTNER S.A. shall each be deemed to have resigned from their positions effective as of the effective date of the merger.

8. Directors of each of STOLT-NIELSEN S.A. and STOLT PARTNER S.A. receive annual fees plus expenses in accordance with established policies of each company. No special compensation is paid to such directors in connection with the merger.

No compensation is paid to the auditors other than their professional fees performed in connection with the merger, in particular the drafting of the Report required by law.

9. This Plan of Merger has been authorized, approved and adopted by (i) the Board of Directors of STOLT-NIELSEN S.A. as of February 14, 1996 and (ii) by the Board of Directors of STOLT PARTNER S.A. as of February 14, 1996.

10. This Plan is submitted to vote of shareholders at Extraordinary General Meetings of each of STOLT-NIELSEN S.A. and STOLT PARTNER S.A. to be convened on March 20, 1996 in Luxembourg, which meetings shall be conducted in conformity with the quorum and voting requirements of the Luxembourg Company Law and of the Articles of Incorporation of STOLT-NIELSEN S.A. and STOLT PARTNER S.A., respectively.

In addition to such requirements, the merger is also subject to the approval of a two-thirds majority vote by the holders of STOLT PARTNER S.A. Common Shares other than STOLT PARCEL TANKERS INC. who will be present or represented at such Extraordinary General Meeting of STOLT PARTNER S.A.

The Board of Directors of STOLT-NIELSEN S.A. has determined that shareholders of record at the close of business on February 15, 1996 will be entitled to vote at the aforesaid Extraordinary General Meeting of STOLT-NIELSEN S.A. and at any adjournments thereof.

The Board of Directors of STOLT PARTNER S.A. has determined that shareholders of record at the close of business on February 15, 1996 will be entitled to vote at the aforesaid Extraordinary General Meeting of STOLT PARTNER S.A. and at any adjournments thereof.

By order of the Board of Directors
of STOLT-NIELSEN S.A.

Signature

By order of the Board of Directors
of STOLT PARTNER S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 16 février 1996, vol. 476, fol. 64, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06760/260/82) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 1996.

EASTERN AND FINANCIAL TRUST COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 29.958.

A la suite de la réunion du conseil du 22 décembre 1995, le siège social de la société a été transféré au 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 décembre 1995.

Pour EASTERN AND FINANCIAL TRUST COMPANY
CREGELUX

Crédit Général du Luxembourg S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 98, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43048/029/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

DASHABO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 26.505.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 1995, vol. 474, fol. 82, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg, le 12 avril 1995

NOMINATIONS STATUTAIRES*Conseil d'Administration:*

- Monsieur Aloyse Scherer jr, diplômé I.E.C.G., demeurant à Luxembourg, administrateur-délégué de la société
- Madame Georgette Daskalides, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles (Belgique)
- Madame Efthalia Daskalides, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles (Belgique)
- Monsieur Henri Ruhl, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles (Belgique).

Commissaire aux Comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., avec siège social à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 1995.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(43044/657/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

DE GROOT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.
R. C. Luxembourg B 38.059.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 96, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

AFFECTATION DU RESULTAT

– Résultats reportés au 1.1.1994	LUF 12.647.103,-
– Résultat de l'exercice	LUF (333.453,-)
– Résultats disponibles	LUF 12.313.650,-
– Dividende	LUF (825.000,-)
– Report à nouveau	LUF 11.488.650,-

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 1995.

Signature.

(43045/507/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

EDITIONS DU LION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4591 Differdange, 19, rue des Jardins.
R. C. Luxembourg B 29.048.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1993, enregistrés à Luxembourg, le 22 décembre 1995, vol. 474, fol. 85, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Signature.

(43049/664/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

IBJ GIM, IBJ GLOBAL INVESTMENT MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Registered Office: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 28.534.

The balance sheet as per December 31st, 1994, registered in Luxembourg on December 28th, 1995, vol. 474, fol. 96, case 12, has been deposited at the Record Office of the registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, on December 29, 1995.

ALLOCATION OF RESULTS

– Profit for the year	LUF 11.445,-
– Transfer to the legal reserve	LUF (11.445,-)
– To be carried forward	LUF 0,-

As for publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, December 27th, 1995.

Signature.

(43086/507/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

DISTRIBUTRADE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 19.612.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 1995, vol. 474, fol. 80, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg, le 18 mai 1995

NOMINATIONS STATUTAIRE*Conseil d'Administration:*

- Monsieur Aloyse Scherer jr, diplômé I.E.C.G., demeurant à Luxembourg
- Monsieur Enzo Liotino, fondé de pouvoir, demeurant à Luxembourg
- Monsieur Marc E. Marteyn, administrateur de sociétés, demeurant à Dilbeek (Belgique).

Commissaire aux Comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., avec siège social à Luxembourg.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 1995.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(43047/657/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

E.I.A., EUROPEAN INVESTMENT ASSOCIATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 32.191.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 1995, vol. 474, fol. 86, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour E.I.A., EUROPEAN INVESTMENT ASSOCIATION S.A.

VECO TRUST S.A.

Signature

(43050/744/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

EILAN INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 17.587.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

EILAN INTERNATIONAL S.A.

J.-P. Reiland F. Mesenburg

Administrateur Administrateur

(43051/526/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

FABLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.-P. Pescatore.
R. C. Luxembourg B 52.001.

EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration tenue à Luxembourg, le 11 octobre 1995, que: que le Conseil d'Administration de la société FABLUX S.A. a décidé de procéder à l'ouverture d'une succursale à Lugano sous la dénomination FABLUX S.A., LUSSEMBURGO, SUCCURSALE DI LUGANO

que les pouvoirs de signature seront modifiés comme suit:

- seul le conseiller suisse en la personne de Monsieur Paolo Brenni aura uniquement le pouvoir de signer pour la gestion journalière de la succursale. Toutefois, Monsieur Paolo Brenni ne pourra pas signer pour le siège à Luxembourg.
- Monsieur Antonio Radicchio, président de FABLUX S.A., pourra signer aussi bien pour le siège que pour la succursale, quelle que soit la décision.

Pour extrait conforme

Signature

un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 1995, vol. 474, fol. 89, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43063/282/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

E.M.I. ADVISORY COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 33.789.

Le bilan au 30 septembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour E.M.I. ADVISORY COMPANY S.A.
KREDIETRUST S.A.

J. Vanden Bussche A. Schmit
Premier Fondé de Pouvoir Premier Fondé de Pouvoir

(43052/526/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

EUROPARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 42.226.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

EUROPARTICIPATIONS S.A.

A. Renard M. Mommaerts
Administrateur Administrateur

(43054/526/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

EURO TANKERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 34.668.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 1995 que:

– L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Torstein Hagen et de Maître Marianne Goebel de leurs fonctions d'administrateur de la société et de Maître Jacques Schroeder de ses fonctions de commissaire aux comptes de la société.

– L'Assemblée élit aux fonctions d'administrateur de la société en remplacement des administrateurs démissionnaires Maître Lydie Lorang, avocat, demeurant à Luxembourg, et Maître Philippe Morales, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le mandat des administrateurs ainsi nommés se terminera lors de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 1996.

– L'Assemblée élit aux fonctions de Commissaire aux Comptes de la société en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire, la FIDUCIAIRE FERNAND KARTHEISER & CIE, avec siège social à Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

Le mandat du commissaire aux comptes se terminera lors de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 1996.

– Le siège de la société est transféré du 6, rue Heine au 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 1995.

Pour la société
Signature
un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 95, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43058/317/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GEDEAM INVESTMENTS GROUP INC. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 45.001.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 1995, vol. 474, fol. 86, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour GEDEAM INVESTMENTS GROUP INC. S.A.
VECO TRUST S.A.

Signature

(43069/744/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

EURPART S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 22.877.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 1995, vol. 474, fol. 80, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg, le 24 mai 1995

*Nominations statutaires**Conseil d'Administration:*

- Madame Caroline De Poorter, administrateur de sociétés, demeurant à Evergem (Belgique);
- Monsieur Aloyse Scherer jr, diplômé I.E.C.G., demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Philippe Van de Vyvere, administrateur de sociétés, demeurant à Hansbeke (Belgique);
- Monsieur Marc E. Marteyn, administrateur de sociétés, demeurant à Dilbeek (Belgique);
- Monsieur Estefano Isaias Dassum, administrateur de sociétés, demeurant à Guyaquil (Ecuador).

Commissaire aux Comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., avec siège social à Luxembourg.

Luxembourg, le 19 décembre 1995.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(43061/657/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

FEMALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 20.238.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 1995, vol. 474, fol. 80, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg, le 18 mai 1995

*Nominations statutaires**Conseil d'Administration:*

- Monsieur Aloyse Scherer jr, diplômé I.E.C.G., demeurant à Luxembourg, administrateur-délégué de la société
- Monsieur Enzo Liotino, fondé de pouvoir, demeurant à Luxembourg
- Monsieur Gilbert Divine, fondé de pouvoir, demeurant à Nospelt.

Commissaire aux Comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., avec siège social à Luxembourg.

Luxembourg, le 19 décembre 1995.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(43064/657/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

FINANCIERE BREPOLS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 17.679.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 1995, vol. 474, fol. 82, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg, le 4 avril 1995

*Nominations statutaires**Conseil d'Administration:*

- Madame Viviane de Cartier-Emsens, demeurant à B-2370 Arendonk, Présidente;
- Monsieur Aloyse Scherer jr, diplômé I.E.C.G., demeurant à Luxembourg, administrateur-délégué;
- Monsieur Paul Vangerven, administrateur de sociétés, demeurant à B-1930 Zaventem;
- Monsieur Ludo Debie, administrateur de sociétés, demeurant à B-1180 Bruxelles.

Commissaire aux Comptes:

- EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG) S.A., avec siège social à Luxembourg.

Luxembourg, le 20 décembre 1995.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(43066/657/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

FERES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 45.393.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 97, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 1995.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signatures

(43065/657/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

FROEBAU, GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg, 1, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 26.884.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Remich, le 21 décembre 1995, vol. 173, fol. 69, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

(43067/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GENEPAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 8, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 34.198.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 octobre 1995

Le Conseil d'Administration se compose dorénavant comme suit:

- M. Herman J.J. Moors, directeur de sociétés, résidant à Bertrange;
- M. Jean-Marie Di Cino, employé privé, résidant à Dudelange;
- PAN EUROPEAN VENTURES S.A., société anonyme, avec siège social à Luxembourg;

a été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

- ING (LUXEMBOURG) TRUST S.A., société anonyme, avec siège social à Luxembourg.

Les mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2001.

Le siège social de la société a été transféré avec effet au 5 octobre 1995 au 8, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 octobre 1995.

Certifié sincère et conforme
GENEPAR S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 99, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43070/694/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GESTION COMPTABLE ET FISCALE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8320 Cap, Zoning Industriel Hiereboesch.
R. C. Luxembourg B 30.430.

Le bilan au 31 décembre 1989, enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 1995, vol. 474, fol. 70, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cap, le 27 décembre 1995.

GESTION COMPTABLE ET FISCALE, S.à r.l.

P. Lenoir

Gérant

(43073/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GESTION COMPTABLE ET FISCALE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8320 Cap, Zoning Industriel Hiereboesch.
R. C. Luxembourg B 30.430.

Le bilan au 31 décembre 1990, enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 1995, vol. 474, fol. 70, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cap, le 27 décembre 1995.

GESTION COMPTABLE ET FISCALE, S.à r.l.

P. Lenoir

Gérant

(43074/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GESTION COMPTABLE ET FISCALE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8320 Cap, Zoning Industriel Hiereboesch.
R. C. Luxembourg B 30.430.

Le bilan au 31 décembre 1991, enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 1995, vol. 474, fol. 70, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cap, le 27 décembre 1995.

GESTION COMPTABLE ET FISCALE, S.à r.l.

P. Lenoir

Gérant

(43075/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GESTION COMPTABLE ET FISCALE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8320 Cap, Zoning Industriel Hiereboesch.
R. C. Luxembourg B 30.430.

Le bilan au 31 décembre 1992, enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 1995, vol. 474, fol. 70, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cap, le 27 décembre 1995.

GESTION COMPTABLE ET FISCALE, S.à r.l.

P. Lenoir

Gérant

(43076/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GESTION COMPTABLE ET FISCALE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8320 Cap, Zoning Industriel Hiereboesch.
R. C. Luxembourg B 30.430.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 1995, vol. 474, fol. 70, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cap, le 27 décembre 1995.

GESTION COMPTABLE ET FISCALE, S.à r.l.

P. Lenoir

Gérant

(43077/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GESTION COMPTABLE ET FISCALE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8320 Cap, Zoning Industriel Hiereboesch.
R. C. Luxembourg B 30.430.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 1995, vol. 474, fol. 70, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cap, le 27 décembre 1995.

GESTION COMPTABLE ET FISCALE, S.à r.l.

P. Lenoir

Gérant

(43078/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

EPS ECONOMICAL POWER SYSTEMS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 98, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Signature.

(43053/756/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GARBO INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 98, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Signature.

(43068/750/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GENERALE FINANCE LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 14.602.

Le bilan au 30 septembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 1995.

M. Waringo
Administrateur-délégué

A. Georges
Président

(43071/004/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GFI, GESTION FINANCIERE INTERNATIONALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.
R. C. Luxembourg B 26.114.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue le 27 avril 1995

L'Assemblée Générale prend note de la démission de Monsieur Pierre Bultez.

L'Assemblée Générale nomme définitivement Monsieur Olivier Maumus, administrateur coopté par le conseil d'administration le 25 octobre 1994 suite à la démission de Monsieur Erik Pointillart de son poste d'administrateur.

L'Assemblée Générale ne renouvelle pas le mandat d'administrateur de Monsieur Denis Piet.

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat des autres administrateurs sortants, Messieurs Claude Blanchet, Gérard Cancelier, Bernard Fauche.

Le mandat des Administrateurs prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1995.

L'Assemblée Générale renouvelle également le mandat des auditeurs, COOPERS & LYBRAND S.C. Luxembourg. Le mandat du Réviseur d'Entreprises est renouvelé pour une durée d'une année ou jusqu'à ce que son successeur soit nommé.

Luxembourg, le 27 décembre 1995.

Pour extrait sincère et conforme
CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.
Agent Domiciliaire
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 100, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43079/014/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

IMMO-TRUST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 33.683.

A la suite de la réunion du conseil du 22 décembre 1995, le siège social de la société a été transféré au 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 décembre 1995.

Pour IMMO-TRUST S.A.
CREGELUX
Crédit Général du Luxembourg S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 98, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43088/029/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

INTERFAB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 29.278.

Les comptes annuels aux 31 décembre 1993 et 1994, enregistrés à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 99, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Il résulte de l'assemblée générale du 27 décembre 1995 que le commissaire aux comptes en fonction a été remplacé par LUX-AUDIT, société anonyme avec siège social à 49, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 1995.

Pour la société
ARTHUR ANDERSEN & CO, société civile
Signature

(43091/501/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

CANTRADE INVEST, Anlagefonds.

VERTRAGSBEDINGUNGEN

Die Verwaltungsgesellschaft CANTRADE FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. nachstehend als «Verwaltungsgesellschaft» bezeichnet, ist eine Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg, 3-5, place Winston Churchill, die entsprechend den vorliegenden Vertragsbedingungen den Anlagefonds CANTRADE INVEST verwaltet und Anteilscheine in Form von Zertifikaten ausstellt.

Die Vermögenswerte des Fonds sind bei der UNION DE BANQUES SUISSES (LUXEMBOURG) S.A., einer Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, 36-38, Grand-rue, Luxemburg (in der Folge als «Depotbank» bezeichnet) deponiert.

Die jeweiligen Rechte und Pflichten der Eigentümer der Anteile (in der Folge als «Anteilsinhaber» bezeichnet), der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind durch die vorliegenden Vertragsbedingungen geregelt.

Das Eigentum an einem Anteil zieht die Anerkennung der Vertragsbedingungen sowie der künftigen Änderungen mit sich.

Art. 1. Der Fonds und die Subfonds. Der Anlagefonds CANTRADE INVEST ist gemäss Teil I des luxemburgischen Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen ein offener Anlagefonds luxemburgischen Rechts und stellt eine unselbständige Gemeinschaft der Anteilsinhaber an allen Wertpapieren und anderen Vermögenswerten des Fonds dar. Das Fondsvermögen, dessen Höhe nicht begrenzt ist, wird getrennt von dem der Verwaltungsgesellschaft gehalten.

Dem Anleger werden unter ein und demselben Fonds ein oder mehrere Subfonds offeriert, die ihr Anlagevermögen, gemäss ihrer Investmentpolitik, in Wertpapieren investieren.

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt diese einzelnen Subfonds und kann jederzeit neue Subfonds auflegen und bestehende Subfonds auflösen.

Die Anlagepolitik eines jeden Subfonds wird vom Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft im Rahmen der Anlageziele festgelegt.

Das Nettovermögen eines jeden Subfonds und die Nettoinventarwerte der Anteile dieser Subfonds werden in den von der Verwaltungsgesellschaft festgelegten Währungen ausgedrückt.

Art. 2. Die Anlagepolitik. Die Anlagepolitik ist auf das Erzielen eines hohen Wertzuwachses und eines angemessenen Ertrages unter Berücksichtigung der Sicherheit des Kapitals und der Liquidität des Fondsvermögens ausgerichtet.

Die Subfonds investieren grundsätzlich in Aktien, anderen Kapitalanteilen, Genussscheinen, Wandel- und Optionsanleihen deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten sowie Optionszertifikaten auf Aktien und anderen Kapitalanleihen. Es können ebenfalls Obligationen, Notes und ähnliche Schuldverschreibungen (inkl. Floating Rate Notes) öffentlich-rechtlicher, gemischtwirtschaftlicher und privater Schuldner wie auch akzessorisch Optionsscheine auf Anleihen sowie unter Beachtung der nachfolgenden Bestimmungen über Anlageinstrumente und Anlageinstrumente und Anlagebeschränkungen, Geldmarktpapiere erworben werden.

Die Konkretisierung der Anlagepolitik der einzelnen Subfonds erfolgt durch Gewichtung des einen oder anderen Elementes der oben definierten Grundpolitik. Die Ausgestaltung der einzelnen Subfonds erfolgt dabei nach Kriterien, wie z.B. Anlageinstrumenten, Währungen, geographische Regionen oder Branchen.

Bei den Anlagen des Fonds müssen folgende Regeln beachtet werden.

a) Anlageinstrumente

(i) Das Vermögen der einzelnen Subfonds muss entsprechend der Anlagepolitik des jeweiligen Subfonds ausschliesslich in Wertpapieren angelegt werden, die

- an einer Wertpapierbörse eines zugelassenen Staates amtlich notieren (unter zugelassener Staat versteht man die Mitgliedstaaten der EU, der OECD oder ein anderes Drittland) oder
- an einem anderen geregelten Markt eines zugelassenen Staates der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden.

Wertpapiere, die aus Neuemissionen erworben werden, müssen in den Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, beantragt wird, und zwar an den Börsen oder geregelten Märkten eines zugelassenen Staates. Diese Zulassung muss innerhalb eines Jahres nach der Erstemission erfolgt sein.

(ii) Dennoch ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet:

- bis zu maximal 10% des Nettovermögens eines Subfonds in anderen als in den unter (i) genannten Wertpapieren anzulegen;
- bis zu maximal 10% des Nettovermögens eines Subfonds in verbrieften Rechten anzulegen, die im Rahmen der Bestimmungen dieser Vertragsbedingungen ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können und insbesondere übertragbar und veräusserbar sind und deren Wert jederzeit oder zumindest in den nach Artikel 5 der Vertragsbedingungen vorgesehenen Zeitabständen genau bestimmt werden kann; wobei diese beiden Werte zusammen höchstens 10% des Nettovermögens eines Subfonds ausmachen dürfen.

Daneben darf die Verwaltungsgesellschaft für jeden Subfonds zusätzlich flüssige Mittel halten.

b) Risikostreuung

Im Hinblick auf die Risikostreuung ist es der Verwaltungsgesellschaft nicht gestattet, mehr als 10% des Nettovermögens eines Subfonds in Wertpapieren ein und desselben Emittenten anzulegen. Der Gesamtwert aller Wertpapiere jener Emittenten, in welchen mehr als 5% des Nettovermögens eines Subfonds angelegt sind, darf höchstens 40% des Nettovermögens jenes Subfonds ausmachen.

Folgende Ausnahmen sind jedoch möglich:

- Die genannte Grenze von 10% kann bis auf maximal 25% erhöht werden für verschiedene Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten ausgegeben sind, welche ihren Sitz in einem Mitgliedstaat der EU haben und dort gemäss Gesetz einer speziellen Aufsicht unterliegen, die den Schutz der Inhaber dieser Papiere bezweckt. In solchen Fällen gilt die Bestimmung von Artikel 42 Abs. 3 des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinsame Anlagen. Insbesondere müssen die Mittel, die aus der Emission solcher Schuldverschreibungen entstammen entsprechend dem Gesetz in Aktiven angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen die daraus entstandenen Verpflichtungen genügend abdecken sowie ein Vorzugsrecht in bezug auf die Zahlung des Kapitals und der Zinsen bei Zahlungsunfähigkeit des Schuldners aufweisen. Ferner darf der Gesamtwert der Anlagen eines Subfonds, die in solchen Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten getätigt werden, 80% des Wertes des Nettovermögens dieses Subfonds nicht überschreiten.

- Die genannte Grenze von 10% kann bis auf maximal 35% erhöht werden für Wertpapiere, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen zugelassenen Staat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden.

- Die unter diese Ausnahmeregelung fallenden Wertpapiere werden bei der Ermittlung der in bezug auf die Risikostreuung erwähnten 40% Obergrenze nicht berücksichtigt.

- Die Verwaltungsgesellschaft kann, nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% des Nettovermögens eines Subfonds in Wertpapieren verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen zugelassenen Staat, der Mitglied der OECD ist, oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden. Diese Wertpapiere müssen in mindestens 6 verschiedene Emissionen aufgeteilt sein, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Gesamtbetrages des Nettovermögens eines Subfonds nicht überschreiten dürfen.

Unter Wahrung des Prinzips der Risikostreuung kann der Fonds während eines Zeitraumes von sechs Monaten nach seiner Zulassung von den angeführten Beschränkungen bezüglich Risikostreuung abweichen.

Werden die vorstehend genannten Grenzen unbeabsichtigt oder infolge Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber anzustreben.

c) Anlagebeschränkungen

Es ist der Verwaltungsgesellschaft untersagt:

- Wertpapiere für den Fonds zu erwerben, deren Veräusserung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;

- Aktien zu erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es der Verwaltungsgesellschaft ermöglicht, gegebenenfalls zusammen mit anderen von ihr verwalteten Fonds, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben;

- mehr als 10% der stimmrechtslosen Aktien ein und derselben Gesellschaft, Obligationen ein und desselben Emittenten oder Anteile ein und desselben Organismus für gemeinsame Anlagen zu erwerben. Ausgenommen sind gemäss Artikel 45 Abs. (3) des Gesetzes vom 30. März 1988 Wertpapiere, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, oder von einem anderen zugelassenen Staat begeben oder garantiert werden, oder die von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben werden:

- pro Subfonds mehr als 5% des Nettoinventarwertes in Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen des offenen Typs anzulegen, sofern diese als Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren im Sinne der Direktive 85/111/EG vom 20. Dezember 1985 anzusehen sind und diese Organismen nicht von der Verwaltungsgesellschaft oder von einer anderen Gesellschaft verwaltet werden mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist;

- Wertpapier-Leerverkäufe zu tätigen;

- Edelmetalle oder diesbezügliche Zertifikate zu erwerben;

- in Immobilien anzulegen und Waren oder Warenkontrakte zu kaufen oder zu verkaufen;

- pro Subfonds Kredite aufzunehmen, es sei denn im Fall von temporären Kreditaufnahmen und in Höhe von höchstens 10% des Nettofondsvermögens des betreffenden Subfonds;

- Kredite zu gewähren oder für Dritte als Bürge einzustehen. Diese Beschränkung steht dem Erwerb von nicht voll eingezahlten Wertpapieren nicht entgegen. Der Fonds darf ebenfalls im Rahmen der im Verkaufsprospekt beschriebenen Bedingungen, Teile seines Wertbestandes an Dritte ausleihen;

- Vermögenswerte des Fonds zu verpfänden oder sonst zu belasten, zur Sicherung zu übereignen oder zur Sicherung abzutreten. Usanzgemässe Einschusszahlungen («Margins») bei Options- und ähnlichen Geschäften bleiben hiervon unberührt.

d) Derivative und Absicherungstechniken

Unter Beachtung der im Verkaufsprospekt angeführten Bedingungen und Grenzen kann die Verwaltungsgesellschaft (i) sich der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Vermögens der betreffenden Subfonds geschieht, und (ii) Techniken und Instrumente nutzen zur Deckung von Währungsrisiken im Rahmen der Verwaltung des Vermögens der betreffenden Subfonds.

Die Verwaltungsgesellschaft darf jederzeit im Interesse der Anteilsinhaber weitere Anlagebegrenzungen festsetzen, soweit diese erforderlich sind, um den Gesetzen und Bestimmungen jener Länder zu entsprechen, wo Anteile des Fonds angeboten und verkauft werden.

Art. 3. Die Verwaltungsgesellschaft. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds für Rechnung und im ausschliesslichen Interesse der Anteilsinhaber.

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt die einzelnen Subfonds, die den Fonds darstellen, bestimmt deren Lancierung und, falls dies im Interesse der Anteilsinhaber sinnvoll erscheint, deren Schliessung.

Die Verwaltungsgesellschaft ist mit den weitestgehenden Rechten ausgestattet, um in ihrem Namen für Rechnung der Anteilsinhaber alle administrativen und verwaltungsmässigen Handlungen durchzuführen. Sie ist insbesondere berechtigt, Wertpapiere und andere Werte zu kaufen, zu verkaufen, zu zeichnen, zu tauschen und in Empfang zu nehmen sowie sämtliche Rechte auszuüben, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen des Fonds zusammenhängen.

Die Verwaltungsgesellschaft darf sich von Anlageberatern assistieren lassen, wobei deren Gebühren ausschliesslich zu Lasten der Verwaltungsgesellschaft gehen.

Art. 4. Die Depotbank und Administration. Die Verwaltungsgesellschaft ernennt die Depotbank.

Als Depotbank ist die UNION DE BANQUES SUISSES (LUXEMBOURG) S.A. bestellt worden.

Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft können dieses Vertragsverhältnis unter Berücksichtigung einer Kündigungsfrist von 3 Monaten jederzeit mittels schriftlicher Mitteilung an die andere Partei beenden.

Die Abberufung der Depotbank durch die Verwaltungsgesellschaft ist aber nur zulässig, wenn eine neue Depotbank die in diesen Vertragsbedingungen festgelegten Funktionen und Verantwortlichkeiten einer Depotbank übernimmt. Weiterhin hat die Depotbank ihre Funktionen auch nach Abberufung so lange wahrzunehmen, als es notwendig ist, um das ganze Fondsvermögen an die neue Depotbank zu übertragen.

Im Falle einer Kündigung durch die Depotbank ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, eine neue Depotbank zu ernennen, welche die Funktionen und Verantwortung der Depotbank gemäss den Vertragsbedingungen übernimmt. In diesem Fall bleibt die Depotbank ebenfalls in Funktion, bis das Fondsvermögen an die neue Depotbank übergeben wurde.

Die Depotbank verwahrt für die Anteilsinhaber alle flüssigen Mittel und Wertpapiere, die das Fondsvermögen darstellen.

Die Depotbank erfüllt die banküblichen Pflichten im Hinblick auf die Konten und Wertpapiere und nimmt alle laufenden administrativen Aufgaben für die Fondsguthaben vor.

Ferner muss die Depotbank:

a) sicherstellen, dass der Verkauf, der Rückkauf, die Konversion und die Annullierung von Anteilen, die für Rechnung des Fonds oder von der Verwaltungsgesellschaft getätigt wurden, den Bestimmungen des Gesetzes und den Vertragsbedingungen entsprechen;

b) sicherstellen, dass die Berechnung des Wertes der Anteile den gesetzlichen Vorschriften und den Vertragsbedingungen gemäss erfolgt;

c) alle Instruktionen der Verwaltungsgesellschaft ausführen, ausser wenn diese im Widerspruch zum Gesetz oder zu den Vertragsbedingungen stehen;

d) sicherstellen, dass bei Transaktionen, die sich auf die Fondsaktiven beziehen, die Gegenleistung zeitgerecht erfolgt;

e) sicherstellen, dass die Eingänge/Erträge des Fonds die den Vertragsbedingungen entsprechende Verwendung finden.

Die Depotbank hat Anspruch auf eine Gebühr, die den banküblichen Ansätzen des Finanzplatzes Luxemburg entspricht.

Die UBS-INTRAG (SERVICES) S.A. ist verantwortlich für die allgemeinen administrativen Aufgaben, die im Rahmen der Fondsverwaltung notwendig sind und die vom luxemburgischen Recht vorgeschrieben werden. Diese Dienstleistungen begreifen hauptsächlich die Durchführung der Ausgabe, der Rücknahme und der Umwandlung von Anteilen, die Berechnung des Nettovermögens der Anteile sowie die Buchführung des Fonds.

Art. 5. Nettoinventarwert. Der Nettoinventarwert des Anteils wird von der Verwaltungsgesellschaft für jeden einzelnen Subfonds im Prinzip an jeden Bankgeschäftstag in Luxemburg auf der Basis der letztbekannten Kurse berechnet.

Der Vermögenswert eines Anteils an einem Subfonds ist in der Währung des Subfonds ausgedrückt und ergibt sich, indem das gesamte Nettovermögen des Subfonds durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Anteile des Subfonds dividiert wird. Das Nettovermögen eines jeden Subfonds entspricht der Differenz zwischen der Summe der Guthaben des Subfonds und der Summe der den Subfonds betreffenden Verpflichtungen.

Das Gesamt Nettovermögen des Fonds ist in CHF ausgedrückt und entspricht der Differenz zwischen dem Gesamtguthaben des Fonds und den Gesamtverpflichtungen des Fonds. Zum Zweck dieser Berechnung werden die Nettovermögen eines jeden Subfonds, falls diese nicht auf CHF lauten, in CHF konvertiert und zusammengerechnet.

Das Vermögen eines jeden Subfonds wird folgendermassen bewertet:

a) Wertpapiere, die an einer offiziellen Wertpapierbörse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wenn ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen notiert ist, ist der letztverfügbare Kurs an jener Börse massgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist;

b) Wertpapiere, die nicht an einer offiziellen Wertpapierbörse notiert sind, die aber aktiv an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, werden zum letztverfügbaren Kurs auf diesem Markt bewertet;

c) falls diese jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind, werden diese Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte, zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt;

d) Geldmarktinstrumente sowie andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte können zu ihrem jeweiligen Verkehrswert, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln festlegt, bewertet werden;

e) Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 30 Tagen können mit dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Kreditinstitut, das die Festgelder verwahrt, und der Verwaltungsgesellschaft sieht vor, dass diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und dass im Falle einer Kündigung ihr Realisationswert diesem Renditekurs entspricht;

f) die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich aufgelaufenen Zinsen bewertet.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, zeitweilig andere adäquate Bewertungsprinzipien für die Gesamtfondsguthaben und die Guthaben eines Subfonds anzuwenden, falls die obenerwähnten Kriterien zur Bewertung auf Grund aussergewöhnlicher Ereignisse unmöglich oder unzweckmässig erscheinen.

Bei ausserordentlichen Umständen können innerhalb eines Tages weitere Bewertungen vorgenommen werden, die für die danach auszubehenden oder zurückzunehmenden Anteile massgebend sind.

Bei massiven Rücknahmeanträgen kann die Verwaltungsgesellschaft die Anteile des entsprechenden Subfonds auf der Basis der Kurse, zu welchen die notwendigen Verkäufe von Wertpapieren getätigt werden bewerten. In diesem Fall wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rückkaufsaufträge dieselbe Berechnungsmethode angewandt.

Art. 6. Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes sowie der Ausgabe, Konversion und Rücknahmen von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes sowie die Ausgabe, Rücknahme und Konversion der Anteile eines, mehrerer oder aller Subfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn Börsen oder Märkte, die massgebend sind für die Bewertung eines bedeutenden Anteils der Fondsvermögen, oder wenn Devisenmärkte, auf deren Währung der Nettoinventarwert oder ein bedeutender Anteil der Fondsguthaben lautet, ausser für gewöhnliche Feiertage geschlossen sind oder wenn dort Transaktionen suspendiert oder eingeschränkt sind oder wenn diese kurzfristig starken Schwankungen unterworfen sind;

- wenn aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder anderweitiger Notfälle, die ausserhalb der Einflussmöglichkeit der Verwaltungsgesellschaft liegen, sachdienliche Verfügungen über das Fondsvermögen nicht möglich sind oder den Interessen der Anteilsinhaber abträglich wären;

- im Fall einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder der Berechnung, die üblicherweise für die Erstellung des Nettoinventarwertes gebraucht werden, oder wenn dieser aus einem sonstigen Grund nicht mit genügender Genauigkeit ermittelt werden kann;

- wenn durch Beschränkungen des Devisenverkehrs oder sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für den Fonds undurchführbar werden oder falls Käufe und Verkäufe von Fondsvermögen nicht zu normalen Konversionskursen vorgenommen werden können.

Die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes sowie der Ausgabe, Rücknahme und Konversion von Anteilen wird gemäss nachfolgendem Artikel 11 veröffentlicht.

Art. 7. Ausgabe und Konversion von Anteilen. Für jeden Subfonds werden Anteile auf der Basis des Nettovermögens des betreffenden Subfonds ausgestellt.

Die Anteile werden den Anlegern durch die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich nach Zahlung des Kaufpreises in entsprechender Höhe übertragen.

Die Anteilscheine werden über die Depotbank in Form von Inhabertifikaten innerhalb von 7 Bankgeschäftstagen nach Eingang der Zahlung des Kaufpreises an die Depotbank an den Schaltern der Vertriebsstellen und deren Niederlassungen zur Verfügung gestellt.

Die Zertifikate werden mit Couponbogen und in Stückelungen zu 1, 10, 100 oder mehr Anteilen geliefert. Jeder Anteilschein trägt die Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank, welche beide durch Facsimileunterschriften ersetzt werden können. Auf den Zertifikaten ist vermerkt, welchem Subfonds die Anteile zugehören.

Jede natürliche oder juristische Person ist berechtigt, sich durch Zeichnung eines oder mehrerer Anteile am Fonds zu beteiligen.

Die Anteilsinhaber können, ausser zur Zahlung des im nachfolgenden Artikel 8 definierten Ausgabepreises, zu keiner anderen Zahlung oder Leistung verpflichtet werden.

Es liegt im Ermessen der Verwaltungsgesellschaft, die Ausgabe von Anteilen an einem oder mehreren Subfonds an bestimmte natürliche oder juristische Personen aus bestimmten Ländern oder Gegenden zeitweise auszusetzen, zu limitieren oder ganz einzustellen.

Zudem hat die Verwaltungsgesellschaft jederzeit das Recht:

- die Anteile, die unter Nichtbeachtung dieses Artikels erworben wurden zurückzuzahlen, sowie
- Zeichnungsaufträge nach ihrem Ermessen zurückzuweisen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann die Anteile innerhalb jedes Subfonds aufteilen oder zusammenlegen.

Der Anteilsinhaber eines Subfonds kann, bis zum Gegenwert der eingereichten Anteile ohne Belastung einer anderen als administrativen Gebühr, welche von der Verwaltungsgesellschaft fix oder gestaffelt festgelegt werden kann, einen Teil oder alle seine Anteile in Anteile eines anderen Subfonds konvertieren. Diese Konversion erfolgt auf Basis der Nettoinventarwerte pro Anteil der entsprechenden Subfonds.

Art. 8. Ausgabepreis. Der Ausgabepreis basiert auf dem für jeden Subfonds gemäss Artikel 5 errechneten Nettoinventarwert. Zusätzlich kann ein Ausgabeaufschlag erhoben werden, der jedoch maximal 5% des aufgerundeten Nettoinventarwertes sein darf. Der Ausgabepreis ist innerhalb von 5 Arbeitstagen nach Abrechnung zu zahlen. Dieser Zeitraum kann jedoch durch Beschluss des Verwaltungsrates der Verwaltungsgesellschaft verkürzt werden.

Der Ausgabepreis erhöht sich um Steuern, Gebühren oder andere Belastungen, die in den Ländern anfallen, in denen die Anteile zur Zeichnung angeboten werden.

Art. 9. Rücknahme. Die Anteilsinhaber können jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile verlangen. Die Rücknahme erfolgt gegen Einreichung der Zertifikate beziehungsweise gegen deren Ausbuchung, insofern diese bei der Depotbank deponiert und nicht ausgestellt waren. Der Rücknahmepreis ist der gemäss Artikel 5 errechnete Nettoinventarwert. Bei der Rücknahme von Anteilen wird der Nettoinventarwert pro Anteil auf die kleinste nächste Währungseinheit abgerundet. Die Auszahlung erfolgt innerhalb von 5 Arbeitstagen nach Ausrechnung des Rücknahmepreises. Der Rücknahmepreis verringert sich um jegliche in den jeweiligen Vertriebsländern eventuell anfallende Steuern, Gebühren oder andere Abgaben.

Die Verwaltungsgesellschaft hat pro Subfonds für einen angemessenen Anteil an liquiden Mitteln zu sorgen, damit die Rücknahme der Anteile in den in diesem Artikel beschriebenen Fristen erfolgen kann.

Die Depotbank ist nur soweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen insbesondere devisenrechtliche Vorschriften, aber auch andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände wie z.B. Streiks, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land, in dem die Rückzahlung gefordert wird, verunmöglichen.

Art. 10. Verwaltungsgebühr. Die Verwaltungsgesellschaft hat Anrecht auf eine Kommission von maximal 0,2% pro Monat auf dem mittleren Gesamtnettovermögen des Fonds während des betreffenden Quartals. Die Kommission wird anteilmässig jedem Subfonds gemäss dessen Nettoinventarwert belastet.

Art. 11. Veröffentlichungen. Der Nettoinventarwert sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreis der Anteile eines jeden Subfonds werden an jedem Bankgeschäftstag in Luxemburg am Sitz der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank bekanntgegeben.

Der von einem Wirtschaftsprüfer geprüfte jährliche Geschäftsbericht und die Halbjahresberichte, die nicht geprüft sein müssen, werden den Anteilsinhabern am Sitz der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank zur Verfügung gestellt.

Jede Änderung der Vertragsbedingungen wird im Mémorial des Grossherzogtums Luxemburg veröffentlicht.

Mitteilungen an die Anteilsinhaber, auch über Änderungen der Vertragsbedingungen, werden in einer luxemburgischen Tageszeitung und, soweit erforderlich, in ausländischen Zeitungen veröffentlicht.

Art. 12. Geschäftsjahr, Prüfung. Das Geschäftsjahr des Fonds endet jährlich am 31. Dezember. Der Jahresabschluss der Verwaltungsgesellschaft wird von einem oder mehreren Kommissaren geprüft. Der Jahresabschluss des Fonds wird von einem von der Verwaltungsgesellschaft ernannten zugelassenen Wirtschaftsprüfer geprüft.

Art. 13. Ausschüttungen. Allfällige Dividenden, deren Ausschüttung die Verwaltungsgesellschaft pro Subfonds beschliessen kann, werden innerhalb von zwei Monaten nach Geschäftsabschluss ausbezahlt. Die Ausschüttung kann pro Subfonds vorgesehen werden und erfolgt nach Abzug der realisierten Wertminderung sowie nach Abzug der Kosten des Fonds aus den Nettozins- und Dividendenerträgen, den realisierten Mehrwerten und auch gegebenenfalls zu Lasten des Kapitals. Ausschüttungen dürfen nicht bewirken, dass der Nettoinventarwert des Fonds unter das vom Gesetz vorgesehene Mindestkapital fällt. Die Nettoerträge in diesem Sinn, können, neben den Nettoerträgen der Anlagen des Fonds, auch die aufgelaufenen Erträge aus den Anlagen einbeziehen.

Damit bei der Ausschüttung die Auszahlung per Anteil dem tatsächlichen Ertragsanspruch entspricht, findet ein Verfahren zwecks Ertragsausgleich Anwendung.

Die Verwaltungsgesellschaft kann, im selben Rahmen, die Ausgabe von Gratisanteilen vorsehen.

Ansprüche auf Ausschüttungen und Zuteilungen die nicht binnen 5 Jahren ab Fälligkeit geltend gemacht werden, verjähren, und die daraus resultierenden Vermögenswerte fallen an den entsprechenden Subfonds zurück.

Art. 14. Änderungen der Vertragsbedingungen. Die Vertragsbedingungen können, unter Wahrung der rechtlichen Vorschriften, von der Verwaltungsgesellschaft geändert werden.

Jede Änderung muss gemäss Artikel 11 veröffentlicht werden und ist ab dem Tag der Veröffentlichung im Mémorial rechtskräftig.

Art. 15. Auflösung des Fonds und seiner Subfonds, Zusammenlegung von Subfonds. Anteilsinhaber, Erben oder sonstige Berechtigte können die Aufteilung oder Auflösung des Fonds oder eines einzelnen Subfonds nicht verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist jedoch berechtigt, bestehende Subfonds aufzulösen, sofern dies unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilsinhaber zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz des Fonds oder im Interesse der Anlagepolitik notwendig oder angebracht erscheint.

Der Beschluss über die Auflösung eines Subfonds wird im «Luxemburger Wort» und soweit erforderlich, in ausländischen Zeitungen veröffentlicht. Vom Tage des Auflösungsbeschlusses an werden keine Anteile mehr ausgegeben, konvertiert oder zurückgenommen. In der Liquidation wird die Verwaltungsgesellschaft das Fondsvermögen im besten Interesse der Anteilsinhaber verwerten und die Depotbank beauftragen, den Nettoliquidationserlös der Subfonds anteilmässig an die Anteilsinhaber der Subfonds zu verteilen. Etwaige Liquidationserlöse, die bei Abschluss der Liquidation nicht an die Anteilsinhaber verteilt werden können, können während 6 Monaten bei der Depotbank hinterlegt werden. Danach werden diese Vermögenswerte bei der «Caisse des Consignation» in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Subfonds können weder zusammengelegt noch mit anderen Organismen für gemeinsame Anlagen verschmolzen werden.

Eine Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in den gesetzlich vorgesehenen Fällen und im Fall der Auflösung der Verwaltungsgesellschaft. Eine solche Auflösung wird zusätzlich zu den oben beschriebenen Publikationsorganen auch im «Mémorial» publiziert. Der Ablauf der Liquidation ist identisch mit demjenigen von Subfonds mit der Ausnahme, dass Liquidationserlöse, die nicht beim Abschluss der Liquidation an die Anteilsinhaber verteilt werden können, sofort bei der «Caisse des Consignations» hinterlegt werden.

Art. 16. Kosten des Fonds. Der Fonds trägt folgende Kosten:

- alle Steuern, die möglicherweise zu Lasten der Vermögenswerte oder der Erträge des Fonds zu zahlen sind;
- Kommissionen und Gebühren, die auf Wertschriftentransaktionen üblicherweise anfallen;
- die Vergütungen für die Verwaltungsgesellschaft, die Depotbank, die Zahlstellen, die Vertriebsstellen sowie die Vertretung im Ausland;
- die Kosten aussergewöhnlicher Massnahmen, insbesondere von Gutachten und Prozessen zum Schutz der Anteilhaber;
- die Druckkosten für die Anteilscheine, die Kosten der Vorbereitung des Drucks sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung der Verträge und anderer Dokumente, die den Fonds betreffen, einschliesslich die Gebühren zur Anmeldung und zur Registrierung bei sämtlichen Registrierungsbehörden und Börsen, die Kosten der Vorbereitung, der Übersetzung, des Drucks und Vertriebs der periodischen Veröffentlichungen und anderer Dokumente, die durch das Gesetz oder durch Reglemente nötig sind, die Kosten der Buchhaltung und der Berechnung des Nettovermögens, die Kosten der Vorbereitung und der Verbreitung von Mitteilungen an die Anteilhaber, die Gebühren der Rechtsberater und der Wirtschaftsprüfer und alle analogen laufenden Gebühren.

Werbekosten und Gebühren, die nicht oben erwähnt sind und in direktem Zusammenhang mit dem Anbieten oder Vertrieb der Anteile stehen, sind nicht zu Lasten des Fonds.

Sämtliche wiederkehrende Gebühren werden zuerst von den Anlageerträgen, dann von den realisierten Gewinnen, dann von dem Anlagevermögen abgezogen. Andere Kosten können über eine Periode von 5 Jahren abgesetzt werden.

Das Vermögen des Fonds haftet insgesamt für alle vom Fonds zu tragenden Kosten, jedoch werden diese Kosten den einzelnen Subfonds, soweit sie diese gesondert betreffen, angerechnet; ansonsten werden die Kosten den einzelnen Subfonds gemäss deren Nettovermögen anteilmässig belastet.

Art. 17. Verjährung. Die Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank verjähren 5 Jahre nach dem Datum des Ereignisses, das diese Ansprüche begründet hat.

Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsbarkeit und massgebende Sprache. Diese Vertragsbedingungen unterliegen dem luxemburgischen Recht.

Die deutsche Fassung dieser Vertragsbedingungen ist massgeblich; die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können jedoch von ihnen genehmigte Übersetzungen in Sprachen der Länder, in denen Fondsanteile angeboten und verkauft werden, für sich und den Fonds als verbindlich bezüglich solcher Anteile anerkennen, die an Anleger in diesen Ländern verkauft wurden.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 99, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43015/027/361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

EURHOR, EUROPEENNE D'HORLOGERIE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quinze, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme EUROPEENNE D'HORLOGERIE S.A. (EURHOR), avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 avril 1994, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 314 du 27 octobre 1994.

La séance est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Monsieur Emile Dax, employé privé, demeurant à Garnich.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Madame Yolande Schuster-Heiderscheid, employée privée, demeurant à Berchem.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutatrice, Madame Karin Wagner-Rollingier, employée privée, demeurant à Mondercange.

Monsieur le Président expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, que les cent actions (100) d'une valeur nominale de huit mille cinq cents francs français (8.500,- FRF) chacune, représentant l'intégralité du capital social de huit cent cinquante mille francs français (850.000,- FRF), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui, en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires présents ou représentés, restera annexée au présent procès-verbal avec les procurations, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

a) augmentation du capital social de trois millions cent soixante-deux mille francs français (3.162.000,- FRF), pour le porter de son montant actuel de huit cent cinquante mille francs français (850.000,- FRF) à quatre millions douze mille francs français (4.012.000,- FRF), par la création de trois cent soixante-douze actions nouvelles (372) de huit mille cinq cents francs français (8.500,- FRF) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à souscrire au pair et à libérer par des versements en espèces de trois millions cent soixante-deux mille francs français (3.162.000,- FRF),

b) suppression du droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires,

c) souscription et libération des actions nouvelles par ARIN S.A.

d) mise en concordance de l'article 5 des statuts avec les résolutions qui précèdent.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de trois millions cent soixante-deux mille francs français (3.162.000,- FRF), pour le porter de son montant actuel de huit cent cinquante mille francs français (850.000,- FRF) à quatre millions douze mille francs français (4.012.000,- FRF), par la création de trois cent soixante-douze actions nouvelles (372) de huit mille cinq cents francs français (8.500,- FRF) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à souscrire au pair et à libérer par des versements en espèces de trois millions cent soixante-deux mille francs français (3.162.000,- FRF).

Deuxième résolution

L'assemblée décide que dans le cadre de l'augmentation de capital décidée ci-avant, il est supprimé le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires.

Souscription – Libération

Et à l'instant est intervenu au présent acte, la société ARIN S.A., avec siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur, ici représentée par Monsieur Emile Dax, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé annexée aux présentes.

Lequel comparant déclare souscrire au nom de sa mandante les trois cent soixante-douze actions (372) nouvellement émises.

L'assemblée accepte la souscription de la totalité des actions nouvelles par la société ARIN S.A., préqualifiée.

Les nouvelles actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trois millions cent soixante-deux mille francs français (3.162.000,- FRF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Troisième résolution

Suite à cette décision, l'article 5, 1^{er} alinéa des statuts a désormais la teneur suivante:

Art. 5. 1^{er} alinéa. Le capital social est fixé à quatre millions douze mille francs français (4.012.000,- FRF), représenté par quatre cent soixante-douze actions (472) d'une valeur nominale huit mille cinq cents francs français (8.500,- FRF) chacune.

Frais

Monsieur le Président fait part à l'assemblée que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, sont évalués à environ deux cent cinquante mille francs (250.000,-).

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions prévues à l'article 26 de la loi sur les sociétés.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. Dax, Y. Heiderscheid, K. Wagner, F. Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 décembre 1995, vol. 820, fol. 87, case 11. – Reçu 188.658 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 28 décembre 1995.

F. Kessler.

(43056/219/78) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

EURHOR, EUROPEENNE D'HORLOGERIE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 28 décembre 1995.

F. Kessler.

(43057/219/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GROUP INTERNATIONAL ADR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 46.849.

Le bilan au 30 juin 1995, enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 98, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GROUP INTERNATIONAL ADR S.A.

Signature

(43080/024/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GROUP INTERNATIONAL ADR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 46.849.

*Extrait du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale ordinaire tenue de façon extraordinaire
le 12 décembre 1995*

Résolution

L'assemblée décide de réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clos au 30 juin 1996 les administrateurs et le commissaire aux comptes suivants:

Conseil d'Administration

- MM. Francesco Ghisleri, administrateur de sociétés, demeurant à Milan (Italie), président;
Luigi Ghisleri, administrateur de sociétés, demeurant à Milan (Italie), administrateur-délégué;
Gustave Stoffel, directeur adjoint de banque, demeurant à Wecker (Luxembourg), administrateur;
Germain Birgen, fondé de pouvoir principal, demeurant à Luxembourg, administrateur;
Dirk Raeymaekers, conseiller de banque, demeurant à Kopstal (Luxembourg), administrateur.

Commissaire aux Comptes

FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN, 11, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour extrait conforme
GROUP INTERNATIONAL ADR S.A.
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 98, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43081/024/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

EUROTRUCK (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quinze, le vingt décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding EUROTRUCK (LUXEMBOURG) S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 mars 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 255 du 29 mai 1993.

La séance est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur Emile Dax, employé privé, demeurant à Garnich.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Madame Yolande Schuster-Heiderscheid, employée privée, demeurant à Berchem.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutatrice, Madame Karin Wagner-Rollinger, employée privée, demeurant à Mondercange.

Monsieur le Président expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, que les mille deux cent cinquante actions (1.250) d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois chacune (1.000,-), représentant l'intégralité du capital social d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui, en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires présents ou représentés, restera annexée au présent procès-verbal avec les procurations, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

a) augmentation du capital social de treize millions sept cent cinquante mille francs luxembourgeois (13.750.000,-), pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,-) à quinze millions de francs luxembourgeois (15.000.000,-), par la création de treize mille sept cent cinquante actions nouvelles (13.750) de mille francs luxembourgeois (1.000,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à souscrire au pair et à libérer par des versements en espèces de treize millions sept cent cinquante mille francs luxembourgeois (13.750.000,-) chacune,

b) suppression du droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires,

c) souscription et libération des actions nouvelles par FINACAP S.A.

d) mise en concordance de l'article 4 des statuts.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de treize millions sept cent cinquante mille francs luxembourgeois (13.750.000,-), pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,-) à quinze millions de francs luxembourgeois (15.000.000,-), par la création de treize mille sept cent cinquante actions nouvelles (13.750) de mille francs luxembourgeois (1.000,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à souscrire au pair et à libérer par des versements en espèces de treize millions sept cent cinquante mille francs luxembourgeois (13.750.000,-) chacune.

Deuxième résolution

L'assemblée décide que dans le cadre de l'augmentation de capital décidée ci-avant, il est supprimé le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires.

Souscription – Libération

Et à l'instant est intervenu au présent acte, FINACAP S.A., avec siège social à L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer, ici représentée par Monsieur Emile Dax, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé annexée aux présentes.

Lequel comparant déclare souscrire au nom de sa mandante les treize mille sept cent cinquante actions (13.750) nouvellement émises.

L'assemblée accepte la souscription de la totalité des actions nouvelles par la société FINACAP S.A., préqualifiée.

Les nouvelles actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de treize millions sept cent cinquante mille francs luxembourgeois (13.750.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Troisième résolution

Suite à cette décision, l'article 4 des statuts a désormais la teneur suivante:

Art. 4. Le capital social est fixé à quinze millions de francs luxembourgeois (15.000.000,-), représenté par quinze mille actions (15.000) d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,-) chacune.

Frais

Monsieur le Président fait part à l'assemblée que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, sont évalués à environ deux cent mille francs (200.000,-).

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions prévues à l'article 26 de la loi sur les sociétés.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. Dax, Y. Heiderscheid, K. Wagner, F. Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 décembre 1995, vol. 820, fol. 88, case 1. – Reçu 137.500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 28 décembre 1995.

F. Kessler.

(43059/219/75) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

EUROTRUCK (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 28 décembre 1995.

F. Kessler.

(43060/219/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

CENTENARY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 48.333.

In the year one thousand nine hundred and ninety-five, on the thirteenth of December.

Before Us, Maître Marc Elter, notary residing in Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of CENTENARY, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée, having its registered office in L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal, R.C. Luxembourg section B number 48.333, incorporated by deed of the undersigned notary on the 18th of July 1994, published in the Mémorial C, number 470 of the 19th of November 1994, and whose Articles of Association have been amended by deeds enacted

- on January 31st, 1995, published in the Mémorial C, number 238 of June 1, 1995 et number 274 of June 19, 1995;
- on February 22, 1995, published in the Mémorial C, number 292 of June 26, 1995;
- on June 26, 1995, published in the Mémorial C, number 476 of September 22, 1995;
- on September 25, 1995, not yet published.

The meeting is composed by the sole member, CENTENARY INVESTMENTS INC., a company established in Montreal, Quebec (Canada), here represented by Mr Stefan Arts, economic counsel, residing in Luxembourg by virtue of a proxy under private seal.

Which proxy, after signature ne varietur by the proxy holder and the notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The sole member exercises the powers devolved to the meeting of members by the dispositions of section XII of the law of August 10th, 1915 on «sociétés à responsabilité limitée».

First resolution

The sole member decides to reduce the issued share capital by an aggregate amount of USD 25,386,200.- (twenty-five million three hundred eighty-six thousand and two hundred United States dollars) by way of a reduction of the par value per share from the current USD 926.- (nine hundred and twenty-six United States dollars), to USD 912.- (nine hundred and twelve United States dollars), which reduction will be distributed to the shareholder.

Second resolution

The sole member, exercising the powers of the meeting, decides that all powers are granted to the Board of Manager to record the related accounting entries, to reduce the par value of the shares and to repay CENTENARY INVESTMENTS INC.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole member decides to amend article six of the Articles of Incorporation to read as follows:

«**Art. 6.** The Company's capital is set at USD 1,653,729,600.- (one billion six hundred fifty-three million seven hundred twenty-nine thousand and six hundred United States dollars), represented by 1,813,300.(one million eight hundred thirteen thousand and three hundred) shares of USD 912.- (nine hundred and twelve United States dollars) each, all allotted to CENTENARY INVESTMENTS INC, a company established in Montreal, Quebec, Canada.

Each share gives right to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.»

Fourth resolution

The sole member, exercising the powers of the meeting, decides to change the Company's financial year which will run from the first of July to the thirtieth of June of the following year and that, transitionally, the current financial year which has begun on February 1st, 1995, will finish at June 30, 1996.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the appearing person, the mandatory signed with Us, the notary, the present original deed. The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quinze, le treize décembre.

Par-devant Maître Marc Elter, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée CENTENARY, S.à r.l., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 48.333, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 18 juillet 1994, publié au Mémorial C, Recueil Spécial, numéro 470 du 19 novembre 1994, et dont les statuts ont été modifiés par actes:

- du 31 janvier 1995, publiés au Mémorial C, numéro 238 du 1^{er} juin 1995 et numéro 274 du 19 juin 1995;
- du 22 février 1995, publié au Mémorial C, numéro 292 du 26 juin 1995;
- du 26 juin 1995, publié au Mémorial C, numéro 476 du 22 septembre 1995;
- du 25 septembre 1995, non encore publié.

L'assemblée est composée de l'associé unique, CENTENARY INVESTMENTS INC., une société établie à Montréal, Québec (Canada), ici représentée par Monsieur Stefan Arts, conseiller économique, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé qui restera ci-annexée, paraphée ne varietur.

Laquelle procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Première résolution

L'associé unique décide de réduire le capital social souscrit à concurrence d'un montant global de USD 25.386.200,- (vingt-cinq millions trois cent quatre-vingt-six mille deux cents dollars des Etats-Unis d'Amérique) par réduction de la valeur nominale des parts sociales actuellement de USD 926,- (neuf cent vingt-six dollars des Etats-Unis d'Amérique) à USD 912,- (neuf cent douze dollars des Etats-Unis), et par remboursement à l'associé unique.

Deuxième résolution

L'associé unique, exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée, décide que tous pouvoirs sont octroyés au conseil de gérance aux fins de procéder aux écritures comptables qui s'imposent, à la réduction de la valeur nominale des parts sociales et au remboursement à CENTENARY INVESTMENTS INC.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'associé unique décide de modifier l'article six des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à USD 1.653.729.600,- (un milliard six cent cinquante-trois millions sept cent vingt-neuf mille six cents dollars des Etats-Unis d'Amérique), divisé en 1.813.300 (un million huit cent treize mille trois cents) parts sociales de USD 912,- (neuf cent douze dollars des Etats-Unis d'Amérique) chacune, toutes attribuées à CENTENARY INVESTMENTS INC., société établie et ayant son siège social à Montréal, Québec, Canada.

Chaque action donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la société en proportion directe du nombre des actions existantes.»

Quatrième résolution

L'associé unique, exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée, décide de changer l'exercice social de la société qui s'étendra du premier juillet au trente juin de l'année suivante et que l'exercice social en cours qui a commencé le premier février 1995 finira le trente juin 1996.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, le mandataire a signé avec Nous, notaire, la présente minute. Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur la demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur la demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: St. Arts, M. Elter.

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 1995, vol. 87S, fol. 88, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 1995.

M. Elter.

(43025/210/110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

CENTENARY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 48.333.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 1995.

M. Elter.

(43026/210/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

GUTENBERG HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 48.110.

*Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 27. Dezember 1995,
abgehalten am Gesellschaftssitz*

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig wie folgt beschlossen:

1. Die Verwaltungsratsmitglieder Hermann-Josef Dupré, Rechtsanwalt, D-Kanzem und Hans-Detlef Nimitz, Rechtsanwalt, D-Trier, werden mit sofortiger Wirkung abberufen. Ihnen wird Entlastung erteilt.

Zu neuen Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

Herr Jürgen Verheul, Rechtsanwalt, D-Trier,

Herr Dieter Feustel, Dipl.-Betriebswirt, L-Luxemburg.

2. Dem zurückgetretenen Aufsichtskommissar Lex Benoy wird Entlastung erteilt.

Zum neuen Aufsichtskommissar wird ernannt:

INTERNATIONAL FINANCIAL & MARKETING CONSULTING S.A., L-Pétange.

3. Der Gesellschaftssitz wird mit sofortiger Wirkung verlegt von 11A, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg nach 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

Luxemburg, den 27. Dezember 1995.

Unterschrift
Die Versammlung

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 98, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43082/756/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

JOHN DRIEGE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2734 Luxembourg, 44, rue de Wiltz.

R. C. Luxembourg B 48.286.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 475, fol. 1, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 1995.

J. Driège.

(43099/721/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

HELVESTATE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 47.989.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

HELVESTATE S.A.

Signature Signature
Administrateur Administrateur

(43084/526/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

IBERINT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 27.857.

Le bilan au 30 juin 1995, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

IBERINT S.A.

Signature Signature
Administrateur Administrateur

(43085/526/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

IMMOBRA (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 38.544.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 1995, vol. 474, fol. 82, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg, le 2 mai 1995

Nominations statutaires

Conseil d'Administration:

– Madame Hedwig Verdoodt, administrateur de sociétés, demeurant à Dilbeek (Belgique), Présidente du Conseil d'Administration;

– Monsieur Aloyse Scherer jr, diplômé I.E.C.G., demeurant à Luxembourg;

– Monsieur Enzo Liotino, fondé de pouvoir, demeurant à Luxembourg.

Commissaire aux Comptes:

– EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG) S.A., avec siège social à Luxembourg.

Luxembourg, le 20 décembre 1995.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(43087/657/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

HAMALUX, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 7, place du Théâtre.
H. R. Luxemburg B 21.379.

Im Jahre eintausendneunhundertfünfundneunzig, am neunzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Frieders, mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) Herr Dr. Ing. Hanns Maier, Industrieller, wohnhaft in München, hier vertreten durch Herrn Hans-Peter Maier, nachgenannt, handelnd aufgrund einer Vollmacht, enthalten in einer Urkunde, aufgenommen durch Notar Walter Schott aus München, am 8. Dezember 1995;

2) Herr Armand Delvaux, Industrieller, wohnhaft in Luxemburg, hier vertreten durch Fräulein Nadine Thoma, Privatbeamte, wohnhaft in Oetrange, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, gegeben am 19. Dezember 1995, welche Vollmacht nach ne varietur- Unterzeichnung durch die Komparten und den instrumentierenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt um mit derselben formalisiert zu werden;

3) Herr Hans-Peter Maier, Dipl.Ing. (ETH Zürich), lic.oec. (HSG St.Gallen), wohnhaft in Giswil/Obwalden (Schweiz), alleinige Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung HAMALUX, S.à r.l. mit Sitz in Luxemburg, 7, place du Théâtre, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Nummer B 21.379, gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar André Schwachtgen, mit Amtssitz in Luxemburg, am 15. Februar 1984, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 86 vom 28. März 1984.

Diese Kompargenten ersuchten den instrumentierenden Notar, nachstehendes zu beurkunden:

- Dass gemäss genannter Urkunde, aufgenommen durch Notar Walter Schott aus München am 8. Dezember 1995, Herr Dr. Ing. Hanns Maier, vorgeannt, unter anderem neuntausendvierhundert (9.400) Anteile an der Gesellschaft mit beschränkter Haftung HAMALUX, S.à r.l., an seinen Sohn Herrn Hans-Peter Maier, vorgeannt, mit Wirkung zum 31. Dezember 1995, abtreten hat.

Ein Auszug besagter Schenkungsurkunde wird, nach ne varietur- Unterzeichnung durch die Kompargenten und den instrumentierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben, um mit derselben den Formalitäten der Einregistrierung unterworfen zu werden.

Sämtliche Gesellschafter erklären ausdrücklich der vorerwähnten Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Herrn Hans-Peter Maier, zuzustimmen und dieselbe im Namen der Gesellschaft gemäss den Bestimmungen von Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches anzunehmen.

- Dass aufgrund der Schenkungsurkunde vom 8. Dezember 1995, Artikel 6 der Satzungen folgenden Wortlaut hat:

«**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital von einhundertachtundachtzig Millionen zehntausend (188.010.000,-) Franken ist in achtzehntausendachthundertein (18.801) Anteile von je zehntausend (10.000) Franken aufgeteilt.

Die Gesellschaftsanteile sind wie folgt verteilt:

1) Herr Dr. Ing. Hanns Maier, Industrieller, wohnhaft in München, neuntausendvierhundert Anteile	9.400
2) Herr Hans-Peter Maier, Dipl. Ing. (ETH Zürich), lic.oec. (HSG St.Gallen) wohnhaft in Giswil/Obwalden (Schweiz) neuntausendvierhundert Anteile	9.400
3) Herr Armand Delvaux, Industrieller, wohnhaft in Luxemburg, ein Anteil	1
Total: achtzehntausend achthundertein Anteile	18.801»

- Dass die Gesellschafter einstimmig beschliessen, Herrn Hans-Peter Maier, ebenfalls zum Geschäftsführer mit Einzelzeichnungsbefugnis zu ernennen und Artikel 9 der Satzung abzuändern wie folgt:

«**Art. 9.** Die Gesellschaft wird durch ihre Geschäftsführer verwaltet.

Zu Geschäftsführern wurden Herr Dr. Ing. Hanns Maier, Industrieller, wohnhaft in München und Herr Hans-Peter Maier, Dipl.Ing. (ETH Zürich), lic.oec. (HSG St.Gallen), wohnhaft in Giswil/Obwalden (Schweiz) ernannt.

Die Gesellschaft wird unbegrenzt und rechtskräftig durch die alleinige Unterschrift eines jeden der beiden Geschäftsführer verpflichtet.

Die Dauer der Befugnisse der Geschäftsführer ist unbegrenzt.»

- Dass die Gesellschafter einstimmig beschliessen, den Gesellschaftssitz von Luxemburg, 31, rue de Strasbourg nach Luxemburg, 7, place du Théâtre zu verlegen.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, in der Amtsstube des instrumentierenden Notar, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Kompargenten dem instrumentierenden Notar, nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: H.-P. Maier, T. Nadine, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 20 décembre 1995, vol. 88S, fol. 6, case 1. – Reçu 1.664.833 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Für gleichlautende Ausfertigung, auf stempelfreiem Papier, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 29. Dezember 1995.

P. Frieders.

(43083/212/64) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

INTERNATIONAL TRADEMARKS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 44.772.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 97, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 22 décembre 1995.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signatures

(43094/657/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

JANETTE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 41.460.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

(43097/535/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

INTERNATIONAL TECHNIK HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 13.327.

Le bilan au 30 septembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

INTERNATIONAL TECHNIK HOLDING S.A.

Signature
Administrateur

Signature
Administrateur

(43093/526/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

INTINCO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 28.234.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour INTINCO S.A.

J.-R. Bartolini
Administrateur

F. Mesenburg
Administrateur

(43095/526/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

JABBALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 28.729.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 1995, vol. 474, fol. 80, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg, le 9 mai 1995

NOMINATIONS STATUTAIRE*Conseil d'Administration:*

- Monsieur Aloyse Scherer jr, diplômé I.E.C.G., demeurant à Luxembourg, administrateur-délégué de la société;
- Monsieur Enzo Liotino, fondé de pouvoir, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Gilbert Divine, fondé de pouvoir, demeurant à Nospelt.

Commissaire aux Comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., avec siège social à Luxembourg.

Luxembourg, le 19 décembre 1995.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(43096/657/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

JBS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5650 Mondorf-les-Bains.
R. C. Luxembourg B 31.366.

Les comptes annuels aux 31 décembre 1994, enregistrés à Luxembourg, le 11 décembre 1995, vol. 474, fol. 41, case 11, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 1995.

Pour la S.à r.l. JBS

Signature

(43098/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

SAGA ICELAND WOLL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Hostert, 11, rue J.P. Kommes.
R. C. Luxembourg B 28.484.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Remich, le 21 décembre 1995, vol. 173, fol. 70, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

(43153/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

JOINT BULK INVESTORS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 38.727.

Le bilan de la société au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 1995, vol. 474, fol. 87, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 20 décembre 1995 que:

- Maître Lydie Lorang a été élue aux fonctions d'administrateur de la société en remplacement de Maître Jacques Schroeder, démissionnaire.

Son mandat se terminera lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 1996.

Le siège de la société est transféré du 6, rue Heine au 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour la société
Signature
Un mandataire

(43100/317/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

JOPOLY IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7220 Walferdange, 65, route de Diekirch.
R. C. Luxembourg B 47.869.

Réunion du conseil d'administration

Suite au décès inattendu d'un administrateur de la société anonyme JOPOLY IMMOBILIERE S.A., ayant son siège à L-7220 Walferdange, 65, route de Diekirch, les membres restants du conseil d'administration se sont réunis et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Madame Marguerite Werdel, sans état particulier, veuve de Monsieur André Elvinger, est nommée avec effet au 20 septembre 1995, administrateur de ladite société en remplacement de Monsieur André Elvinger, décédé.

Deuxième résolution

Suite à cette nomination, le conseil d'administration de ladite société se compose dorénavant comme suit:

1. Madame Marguerite Werdel, sans état particulier, veuve de Monsieur André Elvinger, demeurant à Walferdange (Luxembourg);
2. Madame Marie-Jeanne Sahr, sans état particulier, épouse de Monsieur René Elvinger, demeurant à Walferdange (Luxembourg), administrateur-délégué;
3. Monsieur Joseph Elvinger, docteur en droit, notaire, demeurant à Dudelange (Luxembourg).

Walferdange, le 22 décembre 1995.

M.-J. Sahr J. Elvinger

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 décembre 1995, vol. 301, fol. 67, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M. Oehmen.

(430101/211/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

JOWA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 46.597.

Les comptes annuels au 30 juin 1994, enregistrés à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474, fol. 99, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 1995.

Pour la société
ARTHUR ANDERSEN & Co
société civile
Signature

(43102/501/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

LAPAGEPARFI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 45.335.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 1995, vol. 474, fol. 838, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

J. SCHAAR LUXEMBOURG
Société d'Expertise comptable.

(43006/739/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

KODIKAMA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 28.545.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 1995, vol. 474, fol. 80, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 9 mai 1995.

*Nominations statutaires**Conseil d'administration:*

- Monsieur Aloyse Scherer jr, diplômé I.E.C.G., demeurant à Luxembourg, administrateur-délégué de la société;
- Monsieur Enzo Liotino, fondé de pouvoir, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Gilbert Divine, fondé de pouvoir, demeurant à Nospelt.

Commissaire aux comptes:

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., avec siège social à Luxembourg.
Luxembourg, le 19 décembre 1995.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.
Signature

(43103/657/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

KOWA INVESTMENT LUXEMBOURG, Société Anonyme.

Registered Office: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 36.756.

This balance sheet as per February 28th, 1995, registered in Luxembourg on December 1995, vol. 474, fol. 96, case 12, has been deposited at the Record Office of the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, on December 29th, 1995.

ALLOCATION OF RESULTS

To be carried forward USD 124,856.64

As for publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, December 27th, 1995.

Signature.

(43104/507/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

LA MOUGINOISE TRUST, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 25.292.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal d'une assemblée générale du 20 octobre 1995 et d'un acte sous seing privé du 21 octobre 1995 que la situation du capital social est actuellement la suivante:

– Martine Piaget, Bruxelles	33 parts sociales
– Alfred Piaget, Bruxelles	33 parts sociales
– François Piaget, Bruxelles	33 parts sociales
– Gilbert Hellenbrand, Luxembourg	1 part sociale
Total	100 parts sociales

Luxembourg, le 4 décembre 1995.

Pour extrait conforme
Signature
Le gérant

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43105/273/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

LORIENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 33.336.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 1995, vol. 474, fol. 86, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour LORIENT HOLDING S.A.
Signature

VECO TRUST S.A.

(43109/744/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

LANCASTER S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 28.318.

A la suite de la réunion du conseil du 22 décembre 1995, le siège social de la société a été transféré au 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 décembre 1995.

Pour LANCASTER S.A.
CREGELUX
Crédit Général du Luxembourg
Société Anonyme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474 fol. 98, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43107/029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

LBV - LETZEBUERGER BAUBETEILIGUNG & VERWALTUNG S.A., Société Anonyme.

Gesellschaftssitz: L-1725 Luxembourg, 28, rue Henri VII.
R. C. Luxembourg B 47.244.

AUSZUG

Die ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre vom 11. August 1995 hat Herrn Klaus Weber mit sofortiger Wirkung als Verwaltungsratsmitglied abberufen und an seine Stelle Herrn Luigi Mulas, Kaufmann, wohnhaft in Tina-Vestigne (Turin) ernannt.

Des weiteren wurde beschlossen, Herrn Natalio Mulas als Präsident des Verwaltungsrates mit alleiniger Unterschrift zu ernennen.

Herr Hans-Jürgen Rosen wird die Funktion als delegiertes Verwaltungsratsmitglied mit alleiniger Unterschrift ausüben.
Luxembourg, den 20. Dezember 1995.

Für LBV - LETZEBUERGER BAUBETEILIGUNG & VERWALTUNG S.A.
FIDUCIAIRE SASSEL & ZIMMER S.C.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 1995, vol. 474 fol. 85, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43108/664/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

LUFAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 31.003.

A la suite de la réunion du conseil du 22 décembre 1995, le siège social de la société a été transféré au 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 décembre 1995.

Pour LUFAR S.A.
CREGELUX
Crédit Général du Luxembourg
Société Anonyme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 1995, vol. 474 fol. 98, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(43110/029/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

LUXHOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 6, rue Zithe.
R. C. Luxembourg B 35.376.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 1995, vol. 474, fol. 98, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire du 18 décembre 1995

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes est renouvelé jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Les comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 1994 sont approuvés.

L'assemblée décide conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales de continuer l'activité de la société malgré la perte des trois quarts de son capital social.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

(43111/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

MACHINERY INDUSTRIES FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 29.700.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

MACHINERY INDUSTRIES FINANCE S.A.

Signature
Administrateur

Signature
Administrateur

(43113/526/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

LUX SPORT-INTER S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 31.964.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 1995, vol. 474, fol. 80, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 9 mai 1995.

Nominations statutaires

Conseil d'administration

- Monsieur Aloyse Scherer jr, diplômé I.E.C.G., demeurant à Luxembourg, administrateur-délégué de la société;
- Monsieur Enzo Liotino, fondé de pouvoir, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Gilbert Divine, fondé de pouvoir, demeurant à Nospelt.

Commissaire aux comptes

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., avec siège social à Luxembourg.

Luxembourg, le 19 décembre 1995.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(43112/657/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

MARIA-DE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 18.585.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour MARIA-DE HOLDING S.A.

J.-R. Bartolini
Administrateur

J.-P. Reiland
Administrateur

(43114/526/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

MEDIA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1627 Luxembourg, 16, rue Giselbert.
R. C. Luxembourg B 27.552.

EXTRAIT

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Luxembourg en date du 27 décembre 1995

Il résulte dudit procès-verbal que décharge pleine et entière a été donnée aux administrateurs de toute responsabilité résultant de l'exercice de leurs fonctions.

Les sociétés TASWELL INVESTMENTS Ltd, CARDALE OVERSEAS Inc et KELWOOD INVESTMENTS Ltd ont été nommées administrateurs en remplacement des administrateurs démissionnaires Maître Alex Schmitt, Madame Corinne Philippe et de Madame Chantal Keereman.

Le siège social est transféré du 13, boulevard Royal au 16, rue Giselbert, L-1627 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 1995.

Pour la société
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 92, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): .

(43120/608/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

MARIGNY S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quinze, le onze décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding MARIGNY S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 11 octobre 1988, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 342 du 30 décembre 1988.

La séance est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Monsieur Emile Dax, employé privé, demeurant à Garnich.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Madame Yolande Schuster-Heiderscheid, employée privée, demeurant à Berchem.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutatrice, Madame Karin Wagner-Rollinger, employée privée, demeurant à Mondercange.

Monsieur le Président expose ensuite:

1. - Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, que les mille deux cent cinquante actions (1.250) d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui, en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires présents ou représentés, restera annexée au présent procès-verbal avec les procurations, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2. - Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

a) augmentation du capital social de dix millions cinquante mille francs luxembourgeois (10.050.000,-), pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,-) à onze millions trois cent mille francs luxembourgeois (11.300.000,-),

- par la création de deux mille deux cents actions nouvelles (2.200) de mille francs luxembourgeois (1.000,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à souscrire au pair et à libérer par l'incorporation au capital d'un montant de deux millions deux cent mille francs luxembourgeois (2.200.000,-), à prélever sur les réserves,

- par la création de sept mille huit cent cinquante actions nouvelles (7.850) de mille francs luxembourgeois (1.000,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à souscrire au pair et à libérer par des versements en espèces de sept millions huit cent cinquante mille francs luxembourgeois (7.850.000,-),

b) augmentation du nombre d'actions pour le porter de mille deux cent cinquante (1.250) à onze mille trois cents (11.300), par la création et l'émission de dix mille cinquante (10.050) actions nouvelles,

c) suppression du droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires,

d) souscription et libération des actions nouvelles par FINACAP S.A.

e) modification afférente de l'article 4, 1^{er} alinéa des statuts.

Ensuite, l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de dix millions cinquante mille francs luxembourgeois (10.050.000,-), pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,-) à onze millions trois cent mille francs luxembourgeois (11.300.000,-);

A) par la création de deux mille deux cents actions nouvelles (2.200) de mille francs luxembourgeois (1.000,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions anciennes, à libérer par l'incorporation au capital d'un montant de deux millions deux cent mille francs luxembourgeois (2.200.000,-), à prélever sur les réserves.

L'existence de cette réserve résulte d'un bilan arrêté au 31 mars 1995, lequel est annexé aux présentes. Les actions nouvelles sont attribuées gratuitement aux actionnaires dans la proportion des actions par eux détenues.

B) par la création et l'émission de sept mille huit cent cinquante actions nouvelles (7.850) à souscrire au pair et à libérer par des versements en espèces de sept millions huit cent cinquante mille francs luxembourgeois (7.850.000,-).

L'assemblée décide dans le cadre de l'augmentation de capital décidée ci-avant, de supprimer le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires.

Souscription - libération

Et à l'instant est intervenue au présent acte, la société FINACAP S.A., avec siège social à L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer,

ici représentée par Monsieur Emile Dax, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé annexée aux présentes.

Lequel comparant déclare souscrire au nom de sa mandante les sept mille huit cent cinquante actions (7.850) nouvellement émises.

L'assemblée accepte la souscription des sept mille huit cent cinquante actions nouvelles (7.850) par la société FINACAP S.A., préqualifiée.

Ces sept mille huit cent cinquante (7.850) nouvelles actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de sept millions huit cent cinquante mille francs luxembourgeois (7.850.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

Suite à ces résolutions, l'article 4, 1^{er} alinéa des statuts a désormais la teneur suivante:

«**Art. 4. 1^{er} alinéa.** Le capital social est fixé à onze millions trois cent mille francs luxembourgeois (11.300.000,-), représenté par onze mille trois cents actions (11.300) d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,-) chacune.»

Frais

Monsieur le Président fait part à l'assemblée que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, est évalué à environ cent vingt mille francs (120.000,-).

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions prévues à l'article 26 de la loi sur les sociétés.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. Dax, Y. Heiderscheid, K. Wagner, F. Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 18 décembre 1995, vol. 820, fol. 74, case 12. – Reçu 78.500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 20 décembre 1995.

F. Kessler.

(43115/219/89) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

MARIGNY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 20 décembre 1995.

F. Kessler.

(43116/219/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

MEDIA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8212 Mamer, 49, rue du Baerendall.

R. C. Luxembourg B 15.093.

Le bilan au 31 décembre 1991, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 92, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 1995.

MEDIA S.à r.l.

J. Rollinger

Gérant

(43118/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

MEDIA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8212 Mamer, 49, rue du Baerendall.

R. C. Luxembourg B 15.093.

Le bilan au 31 décembre 1992, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 92, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 1995.

MEDIA S.à r.l.

J. Rollinger

Gérant

(43119/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

MINOTAURUS FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2960 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 27.881.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1995, vol. 474, fol. 91, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 1995.

Pour MINOTAURUS FINANCE S.A.

J.-P. Reiland

J.-R. Bartolini

Administrateur

Administrateur

(43126/526/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 1995.

UBS (LUX) EQUITY INVEST, Anlagefonds.

VERTRAGSBEDINGUNGEN

Die Verwaltungsgesellschaft INTRAG INTERNATIONAL EQUITY INVEST (COMPANY FOR FUND MANAGEMENT) S.A. nachstehend als «Verwaltungsgesellschaft» bezeichnet, ist eine Aktiengesellschaft mit Sitz in Luxemburg, 3-5, place Winston Churchill, die entsprechend den vorliegenden Vertragsbedingungen den Anlagefonds UBS (LUX) EQUITY INVEST verwaltet und Anteilscheine in Form von Zertifikaten ausstellt.

Die Vermögenswerte des Fonds sind bei der UNION DE BANQUES SUISSES (LUXEMBOURG) S.A., einer Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, 36-38, Grand-rue, Luxemburg (in der Folge als «Depotbank» bezeichnet) deponiert.

Die jeweiligen Rechte und Pflichten der Eigentümer der Anteile (in der Folge als «Anteilsinhaber» bezeichnet), der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind durch die vorliegenden Vertragsbedingungen geregelt.

Das Eigentum an einem Anteil zieht die Anerkennung der Vertragsbedingungen sowie der künftigen Änderungen mit sich.

Art. 1. Der Fonds und die Subfonds. Der Anlagefonds UBS (LUX) EQUITY INVEST ist ein offener Anlagefonds luxemburgischen Rechts und stellt eine unselbständige Gemeinschaft der Anteilsinhaber an allen Wertpapieren und anderen Vermögenswerten des Fonds dar. Das Fondsvermögen, dessen Höhe nicht begrenzt ist, wird getrennt von dem der Verwaltungsgesellschaft gehalten. Der Fonds bildet eine rechtliche Einheit und haftet als Ganzes für die eingegangenen Verbindlichkeiten der Subfonds, es sei denn etwas anderes wurde mit den Gläubigern vereinbart.

Dem Anleger werden unter ein und demselben Fonds ein oder mehrere Subfonds offeriert, die, gemäss ihrer Anlagepolitik, in Wertpapieren investieren.

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt diese einzelnen Subfonds, die als Ausschüttungs- und/oder Thesaurierungstranchen ausgestattet werden können. Sie kann jederzeit neue Subfonds auflegen und bestehende Subfonds auflösen.

Die Anlagepolitik eines jeden Subfonds wird vom Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft im Rahmen der Anlageziele festgelegt.

Das Nettovermögen eines jeden Subfonds und die Nettoinventarwerte der Anteile dieser Subfonds werden in den von der Verwaltungsgesellschaft festgelegten Währungen ausgedrückt.

Art. 2. Die Anlagepolitik. Die Anlagepolitik besteht hauptsächlich im Erzielen eines hohen Wertzuwachses und eines angemessenen Ertrages unter Berücksichtigung der Sicherheit des Kapitals und der Liquidität des Fondsvermögens.

Die Subfonds investieren grundsätzlich in Aktien und aktienähnlichen Wertpapieren. Es können ebenfalls Obligationen und ähnliche Schuldverschreibungen erworben werden. Die Ausgestaltung der einzelnen Subfonds basiert auf Kriterien, nach denen das jeweilige Subfondsvermögen mehrheitlich angelegt wird. Diesen Kriterien zufolge können Subfonds aufgelegt werden z.B. nach geographischen Regionen, nach Branchen, nach Währungen oder nach Aktienindizes.

Bei den Anlagen des Fonds müssen folgende Regeln beachtet werden.

a) Anlageinstrumente

(i) Das Vermögen der einzelnen Subfonds muss entsprechend der Anlagepolitik des jeweiligen Subfonds ausschliesslich in Wertpapieren angelegt werden, die

- an einer Wertpapierbörse eines zugelassenen Staates amtlich notieren (unter zugelassenem Staat versteht man ein Mitgliedstaat der Europäischen Union («EU»), der OECD oder ein anderes Drittland) oder
- an einem anderen geregelten Markt eines zugelassenen Staates, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden.

Wertpapiere, die aus Neuemissionen erworben werden, müssen in den Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, beantragt wird, und zwar an den Börsen oder geregelten Märkten eines zugelassenen Staates. Diese Zulassung muss innerhalb eines Jahres nach der Erstemission erfolgt sein.

(ii) Dennoch ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet:

- bis zu maximal 10% des Nettovermögens eines Subfonds in anderen als in den unter (i) genannten Wertpapieren anzulegen;

- bis zu maximal 10% des Nettovermögens eines Subfonds in verbrieften Rechten anzulegen, die im Rahmen der Bestimmungen dieser Vertragsbedingungen ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können und insbesondere übertragbar und veräusserbar sind und deren Wert jederzeit oder zumindest in den nach Artikel 5 der Vertragsbedingungen vorgesehenen Zeitabständen genau bestimmt werden kann;

wobei diese beiden Werte zusammen höchstens 10% des Nettovermögens eines Subfonds ausmachen dürfen.

Daneben darf die Verwaltungsgesellschaft für jeden Subfonds zusätzlich flüssige Mittel halten.

b) Risikostreuung

Im Hinblick auf die Risikostreuung ist es der Verwaltungsgesellschaft nicht gestattet, mehr als 10% des Nettovermögens eines Subfonds in Wertpapieren ein und desselben Emittenten anzulegen. Der Gesamtwert aller Wertpapiere jener Emittenten, in welchen mehr als 5% des Nettovermögens eines Subfonds angelegt sind, darf höchstens 40% des Nettovermögens jenes Subfonds ausmachen.

Folgende Ausnahmen sind jedoch möglich:

- Die genannte Grenze von 10% kann bis auf maximal 25% erhöht werden für verschiedene Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten ausgegeben sind, welche ihren Sitz in einem Mitgliedstaat der EU haben und dort gemäss Gesetz einer speziellen Aufsicht unterliegen, die den Schutz der Inhaber dieser Papiere bezweckt. In solchen Fällen gilt die Bestimmung von Artikel 42 Abs. 3 des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinsame

Anlagen. Insbesondere müssen die Mittel, die aus der Emission solcher Schuldverschreibungen entstammen entsprechend dem Gesetz in Aktiven angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen die daraus entstandenen Verpflichtungen genügend abdecken sowie ein Vorzugsrecht in Bezug auf die Zahlung des Kapitals und der Zinsen bei Zahlungsunfähigkeit des Schuldners aufweisen. Ferner darf der Gesamtwert der Anlagen eines Subfonds, die in solchen Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten getätigt werden, 80% des Wertes des Nettovermögens dieses Subfonds nicht überschreiten.

- Die genannte Grenze von 10% kann bis auf maximal 35% erhöht werden für Wertpapiere, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen zugelassenen Staat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden.

- Die unter diese Ausnahmeregelung fallenden Wertpapiere werden bei der Ermittlung der in bezug auf die Risikostreuung erwähnten 40%-Obergrenze nicht berücksichtigt.

- Die Verwaltungsgesellschaft kann, nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% des Nettovermögens eines Subfonds in Wertpapieren verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen zugelassenen Staat, der Mitglied der OECD ist, oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden. Diese Wertpapiere müssen in mindestens 6 verschiedene Emissionen aufgeteilt sein, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Gesamtbetrages des Nettovermögens eines Subfonds nicht überschreiten dürfen.

Unter Wahrung des Prinzips der Risikostreuung kann der Fonds während eines Zeitraumes von sechs Monaten nach seiner Zulassung von den angeführten Beschränkungen bezüglich Risikostreuung abweichen.

Werden die vorstehend genannten Grenzen unbeabsichtigt oder infolge Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel, die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilsinhaber anzustreben.

c) Anlagebeschränkungen

Es ist der Verwaltungsgesellschaft untersagt:

- Wertpapiere für den Fonds zu erwerben, deren Veräusserung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;

- Aktien zu erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es der Verwaltungsgesellschaft ermöglicht, gegebenenfalls zusammen mit anderen von ihr verwalteten Fonds, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben;

- mehr als 10% der stimmrechtslosen Aktien ein und derselben Gesellschaft, Obligationen ein und desselben Emittenten oder Anteile ein und desselben Organismus für gemeinsame Anlagen zu erwerben. Ausgenommen sind gemäss Artikel 45 Abs. (3) des Gesetzes vom 30. März 1988 Wertpapiere, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, oder von einem anderen zugelassenen Staat begeben oder garantiert werden, oder die von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben werden:

- pro Subfonds mehr als 5% des Nettoinventarwertes in Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen des offenen Typs anzulegen, sofern diese als Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren im Sinne der Direktive 85/1/EG vom 20. Dezember 1985 anzusehen sind und diese Organismen nicht von der Verwaltungsgesellschaft oder von einer anderen Gesellschaft verwaltet werden mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist;

- Wertpapier-Leerverkäufe zu tätigen oder Call-Optionen auf Wertpapiere zu verkaufen, welche nicht zum Fondsvermögen gehören;

- Edelmetalle oder diesbezügliche Zertifikate zu erwerben;

- in Immobilien anzulegen und Waren oder Warenkontrakte zu kaufen oder zu verkaufen;

- pro Subfonds Kredite aufzunehmen, es sei denn im Fall von temporären Kreditaufnahmen und in Höhe von höchstens 10% des Nettofondsvermögens des betreffenden Subfonds;

- Kredite zu gewähren oder für Dritte als Bürge einzustehen. Diese Beschränkung steht dem Erwerb von nicht voll eingezahlten Wertpapieren nicht entgegen. Der Fonds darf ebenfalls im Rahmen der im Verkaufsprospekt beschriebenen Bedingungen, Teile seines Wertbestandes an Dritte ausleihen;

- Vermögenswerte des Fonds zu verpfänden oder sonst zu belasten, zur Sicherung zu übereignen oder zur Sicherung abzutreten. Usanzgemässe Einschusszahlungen («Margins») bei Options- und ähnlichen Geschäften bleiben hiervon unberührt.

d) Derivative und Absicherungstechniken

Unter Beachtung der im Verkaufsprospekt angeführten Bedingungen und Grenzen kann die Verwaltungsgesellschaft (i) sich der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Vermögens der betreffenden Subfonds geschieht, und (ii) Techniken und Instrumente nutzen zur Deckung von Währungsrisiken im Rahmen der Verwaltung des Vermögens der betreffenden Subfonds.

Die Verwaltungsgesellschaft darf jederzeit im Interesse der Anteilsinhaber weitere Anlagebegrenzungen festsetzen, soweit diese erforderlich sind, um den Gesetzen und Bestimmungen jener Länder zu entsprechen, wo Anteile des Fonds angeboten und verkauft werden.

Art. 3. Die Verwaltungsgesellschaft. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds für Rechnung und im ausschliesslichen Interesse der Anteilsinhaber.

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt die einzelnen Subfonds, die den Fonds darstellen, bestimmt deren Lancierung und, falls dies im Interesse der Anteilhaber sinnvoll erscheint, deren Schliessung.

Die Verwaltungsgesellschaft ist mit den weitestgehenden Rechten ausgestattet, um in ihrem Namen für Rechnung der Anteilhaber alle administrativen und verwaltungsmässigen Handlungen durchzuführen. Sie ist insbesondere berechtigt, Wertpapiere und andere Werte zu kaufen, zu verkaufen, zu zeichnen, zu tauschen und in Empfang zu nehmen sowie sämtliche Rechte auszuüben, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen des Fonds zusammenhängen

Die Verwaltungsgesellschaft darf sich von Anlageberatern assistieren lassen, wobei deren Gebühren ausschliesslich zu Lasten der Verwaltungsgesellschaft gehen.

Art. 4. Die Depotbank. Die Verwaltungsgesellschaft ernennt die Depotbank.

Als Depotbank ist die UNION DE BANQUES SUISSES (LUXEMBOURG) S.A. bestellt worden.

Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft können dieses Vertragsverhältnis unter Berücksichtigung einer Kündigungsfrist von 3 Monaten jederzeit mittels schriftlicher Mitteilung an die andere Partei beenden.

Die Abberufung der Depotbank durch die Verwaltungsgesellschaft ist aber nur zulässig, wenn eine neue Depotbank die in diesen Vertragsbedingungen festgelegten Funktionen und Verantwortlichkeiten einer Depotbank übernimmt. Weiterhin hat die Depotbank ihre Funktionen auch nach Abberufung so lange wahrzunehmen, als es notwendig ist, um das ganze Fondsvermögen an die neue Depotbank zu übertragen.

Im Falle einer Kündigung durch die Depotbank ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, eine neue Depotbank zu ernennen, welche die Funktionen und Verantwortung der Depotbank gemäss den Vertragsbedingungen übernimmt. In diesem Fall bleibt die Depotbank ebenfalls in Funktion, bis das Fondsvermögen an die neue Depotbank übergeben wurde.

Die Depotbank verwahrt für die Anteilhaber alle flüssigen Mittel und Wertpapiere, die das Fondsvermögen darstellen.

Die Depotbank erfüllt die banküblichen Pflichten im Hinblick auf die Konten und Wertpapiere und nimmt alle laufenden administrativen Aufgaben für die Fondsguthaben vor.

Ferner muss die Depotbank:

a) sicherstellen, dass der Verkauf, der Rückkauf, die Konversion und die Annullierung von Anteilen, die für Rechnung des Fonds oder von der Verwaltungsgesellschaft getätigt wurden, den Bestimmungen des Gesetzes und den Vertragsbedingungen entsprechen;

b) sicherstellen, dass die Berechnung des Wertes der Anteile den gesetzlichen Vorschriften und den Vertragsbedingungen gemäss erfolgt;

c) alle Instruktionen der Verwaltungsgesellschaft ausführen, ausser wenn diese im Widerspruch zum Gesetz oder zu den Vertragsbedingungen stehen;

d) sicherstellen, dass bei Transaktionen, die sich auf die Fondsaktiven beziehen, die Gegenleistung zeitgerecht erfolgt;

e) sicherstellen, dass die Eingänge/Erträge des Fonds die den Vertragsbedingungen entsprechende Verwendung finden.

Die Depotbank hat Anspruch auf eine Gebühr, die den banküblichen Ansätzen des Finanzplatzes Luxemburg entspricht.

Die Entschädigung der Depotbank erfolgt durch die Verwaltungsgesellschaft.

Art. 5. Nettoinventarwert. Der Nettoinventarwert des Anteils wird von der Verwaltungsgesellschaft für jeden einzelnen Subfonds im Prinzip an jeden Bankgeschäftstag in Luxemburg auf der Basis der letztbekannten Kurse berechnet.

Der Vermögenswert eines Anteils an einem Subfonds ist in der Währung des Subfonds ausgedrückt und ergibt sich, indem das gesamte Nettovermögen des Subfonds durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Anteile des Subfonds dividiert wird. Das Nettovermögen eines jeden Subfonds entspricht der Differenz zwischen der Summe der Guthaben des Subfonds und der Summe der den Subfonds betreffenden Verpflichtungen.

Betreffend Subfonds, bei denen Ausschüttungs- (A) und Thesaurierungsstranchen (T) bestehen, wird der Nettoinventarwert eines Anteils pro Tranche berechnet. Hierfür wird das Nettovermögen des Subfonds durch das Total der sich im Umlauf befindlichen und separat geführten Anteile der jeweiligen Tranche dividiert.

Bis zur ersten Ausschüttung bleiben die Nettoinventarwerte der beiden Tranchen gleich; erfolgt eine Ausschüttung, so reduziert sich der Nettoinventarwert der Anteile der Tranche A um den Betrag der Ausschüttung.

Das Gesamt Nettovermögen des Fonds ist in XEU ausgedrückt und entspricht der Differenz zwischen dem Gesamtguthaben des Fonds und den Gesamtverpflichtungen des Fonds. Zum Zweck dieser Berechnung werden die Nettovermögen eines jeden Subfonds, falls diese nicht auf XEU lauten, in XEU konvertiert und zusammengezählt.

Das Vermögen eines jeden Subfonds wird folgendermassen bewertet:

a) Wertpapiere, die an einer offiziellen Wertpapierbörse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wenn ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen notiert ist, ist der letztverfügbare Kurs an jener Börse massgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist;

b) Wertpapiere, die nicht an einer offiziellen Wertpapierbörse notiert sind, die aber aktiv an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, werden zum letztverfügbaren Kurs auf diesem Markt bewertet;

c) falls diese jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind, werden diese Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte, zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt;

d) Geldmarktinstrumente sowie andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte können zu ihrem jeweiligen Verkehrswert, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewerteten, bewertet werden;

e) Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 30 Tagen können mit dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Kreditinstitut, das die Festgelder verwahrt, und der Verwaltungsgesellschaft sieht vor, dass diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und dass im Falle einer Kündigung ihr Realisationswert diesem Renditekurs entspricht;

f) die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich aufgelaufenen Zinsen bewertet.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, zeitweilig andere adäquate Bewertungsprinzipien für die Gesamfondsguthaben und die Guthaben eines Subfonds anzuwenden, falls die obenerwähnten Kriterien zur Bewertung aufgrund aussergewöhnlicher Ereignisse unmöglich oder unzweckmässig erscheinen.

Bei ausserordentlichen Umständen können innerhalb eines Tages weitere Bewertungen vorgenommen werden, die für die danach auszugebenden oder zurückzunehmenden Anteile massgebend sind.

Bei massiven Rücknahmeanträgen kann die Verwaltungsgesellschaft die Anteile des entsprechenden Subfonds auf der Basis der Kurse, zu welchen die notwendigen Verkäufe von Wertpapieren getätigt werden bewerten. In diesem Fall wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rückkaufsaufträge dieselbe Berechnungsmethode angewandt.

Art. 6. Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes sowie die Ausgabe, Rücknahme und Konversion der Anteile eines, mehrerer oder aller Subfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn Börsen oder Märkte, die massgebend sind für die Bewertung eines bedeutenden Anteils der Fondsvermögen, oder wenn Devisenmärkte, auf deren Währung der Nettoinventarwert oder ein bedeutender Anteil der Fondsguthaben lautet, ausser für gewöhnliche Feiertage geschlossen sind oder wenn dort Transaktionen suspendiert oder eingeschränkt sind oder wenn diese kurzfristig starken Schwankungen unterworfen sind;

- wenn aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder anderweitiger Notfälle, die ausserhalb der Einflussmöglichkeit der Verwaltungsgesellschaft liegen, sachdienliche Verfügungen über das Fondsvermögen nicht möglich sind oder den Interessen der Anteilsinhaber abträglich wären;

- im Fall einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder der Berechnung, die üblicherweise für die Erstellung des Nettoinventarwertes gebraucht werden, oder wenn dieser aus einem sonstigen Grund nicht mit genügender Genauigkeit ermittelt werden kann;

- wenn durch Beschränkungen des Devisenverkehrs oder sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für den Fonds undurchführbar werden oder falls Käufe und Verkäufe von Fondsvermögen nicht zu normalen Konversionskursen vorgenommen werden können.

Die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes sowie der Ausgabe, Rücknahme und Konversion von Anteilen wird gemäss nachfolgendem Artikel 10 veröffentlicht.

Art. 7. Ausgabe und Konversion von Anteilen. Für jeden Subfonds werden Anteile auf der Basis des Nettovermögens des betreffenden Subfonds ausgestellt.

Die Anteile werden den Anlegern durch die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich nach Zahlung des Kaufpreises in entsprechender Höhe übertragen.

Die Anteile lauten auf den Inhaber und werden den Anteilsinhabern grundsätzlich auf den von diesen anzugebenden Depots gutgeschrieben. Die Anteilsinhaber können die Aushändigung von Anteilscheinen beantragen. Bei Fraktionseinheiten besteht hingegen kein Anspruch auf deren Verurkundung. Anteilscheine werden über die Vertriebs- und Zahlstellen geliefert.

Die Zertifikate werden mit Couponbogen und in Stückelungen zu 1, 10, 100 oder mehr Anteilen geliefert. Jeder Anteilschein trägt die Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank, welche beide durch Facsimileunterschriften ersetzt werden können. Auf den Zertifikaten ist vermerkt, welchem Subfonds die Anteile zugehören.

Jede natürliche oder juristische Person ist berechtigt, sich durch Zeichnung eines oder mehrerer Anteile am Fonds zu beteiligen.

Die Anteilsinhaber können, ausser zur Zahlung des im nachfolgenden Artikel 8 definierten Ausgabepreises, zu keiner anderen Zahlung oder Leistung verpflichtet werden.

Es liegt im Ermessen der Verwaltungsgesellschaft, die Ausgabe von Anteilen an einem oder mehreren Subfonds an bestimmte natürliche oder juristische Personen aus bestimmten Ländern oder Gegenden zeitweise auszusetzen, zu limitieren oder ganz einzustellen

Zudem hat die Verwaltungsgesellschaft jederzeit das Recht:

- die Anteile, die unter Nichtbeachtung dieses Artikels erworben wurden zurückzuzahlen sowie
- Zeichnungsaufträge nach ihrem Ermessen zurückzuweisen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann die Anteile innerhalb jedes Subfonds aufteilen oder zusammenlegen.

Der Anteilsinhaber eines Subfonds kann, bis zum Gegenwert der eingereichten Anteile ohne Belastung einer anderen als administrativen Gebühr, welche von der Verwaltungsgesellschaft fix oder gestaffelt festgelegt werden kann, einen Teil oder alle seine Anteile in Anteile eines anderen Subfonds konvertieren. Diese Konversion erfolgt auf Basis der Nettoinventarwerte pro Anteil der entsprechenden Subfonds.

Art. 8. Ausgabepreis. Der Ausgabepreis basiert auf dem für jeden Subfonds gemäss Artikel 5 errechneten Nettoinventarwert. Zusätzlich kann ein Ausgabeaufschlag erhoben werden, der jedoch maximal 5% des aufgerundeten Nettoinventarwertes sein darf.

Der Ausgabepreis ist binnen 7 Bankgeschäftstagen nach Berechnung des Ausgabepreises zu zahlen, dieser Zeitraum kann jedoch durch Beschluss des Verwaltungsrates der Verwaltungsgesellschaft verkürzt werden.

Der Ausgabepreis erhöht sich um Steuern, Gebühren oder andere Belastungen, die in den Ländern anfallen, in denen die Anteile zur Zeichnung angeboten werden.

Art. 9. Rücknahme. Die Anteilsinhaber können jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile verlangen. Falls Anteilsscheine ausgehändigt wurden, so sind diese zusammen mit dem Rücknahmegesuche einzureichen. Der Rücknahmepreis ist der gemäss Artikel 5 errechnete Nettoinventarwert. Die Auszahlung erfolgt unter gewöhnlichen Umständen unverzüglich, zumindest aber innerhalb von 7 Bankgeschäftstagen nach Ausrechnung des Rücknahmepreises. Der Rücknahmepreis verringert sich um jegliche in den jeweiligen Vertriebsländern eventuell anfallenden Steuern, Gebühren oder andere Abgaben.

Die Verwaltungsgesellschaft hat pro Subfonds für einen angemessenen Anteil an liquiden Mitteln zu sorgen, damit die Rücknahme der Anteile in den in diesem Artikel beschriebenen Fristen erfolgen kann.

Die Depotbank ist nur soweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen insbesondere devisenrechtliche Vorschriften, aber auch andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände wie z.B. Streiks, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land, in dem die Rückzahlung gefordert wird, verunmöglichen.

Art. 10. Veröffentlichungen. Der Nettoinventarwert sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreis der Anteile eines jeden Subfonds werden an jedem Bankgeschäftstag in Luxemburg am Sitz der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank bekanntgegeben.

Der von einem Wirtschaftsprüfer geprüfte jährliche Geschäftsbericht und die Halbjahresberichte, die nicht geprüft sein müssen, werden den Anteilsinhabern am Sitz der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank zur Verfügung gestellt.

Jede Änderung der Vertragsbedingungen wird im Mémorial des Grossherzogtums Luxemburg veröffentlicht.

Mitteilungen an die Anteilsinhaber, auch über Änderungen der Vertragsbedingungen, werden in einer luxemburgischen Tageszeitung und, soweit erforderlich, in ausländischen Zeitungen veröffentlicht.

Art. 11. Geschäftsjahr, Prüfung. Das Geschäftsjahr des Fonds endet jährlich am letzten Tag des Monats Februar. Der Jahresabschluss der Verwaltungsgesellschaft wird von einem oder mehreren Kommissaren geprüft. Der Jahresabschluss des Fonds wird von einem von der Verwaltungsgesellschaft ernannten zugelassenen Wirtschaftsprüfer geprüft.

Art. 12. Ausschüttungen. Allfällige Dividenden, deren Ausschüttung die Verwaltungsgesellschaft pro Subfonds beschliessen kann, werden innerhalb von zwei Monaten nach Geschäftsabschluss ausbezahlt. Die Ausschüttung kann pro Subfonds vorgesehen werden aus den Anlageerträgen und den realisierten Nettoveränderungen nach Abzug sämtlicher Kosten und Gebühren vorgenommen werden. Ausschüttungen dürfen nicht bewirken, dass der Nettoinventarwert des Fonds unter das vom Gesetz vorgesehene Mindestkapital fällt.

Die Nettoerträge können in diesem Sinn, neben den Nettoerträgen der Anlagen des Fonds, auch die aufgelaufenen Erträge aus den Anlagen einbeziehen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann, im selben Rahmen, die Ausgabe von Gratisanteilen vorsehen.

Ansprüche auf Ausschüttungen und Zuteilungen die nicht binnen 5 Jahren ab Fälligkeit geltend gemacht werden, verjähren, und die daraus resultierenden Vermögenswerte fallen an den entsprechenden Subfonds zurück. Sollte dieser bereits liquidiert worden sein, fallen die Ausschüttungen und Zuteilungen anteilmässig entsprechender Nettovermögen der einzelnen Subfonds des Fonds an diese.

Art. 13. Änderungen der Vertragsbedingungen. Die Vertragsbedingungen können, unter Wahrung der rechtlichen Vorschriften, von der Verwaltungsgesellschaft geändert werden.

Jede Änderung muss gemäss Artikel 10 veröffentlicht werden und ist rechtskräftig ab dem Tag der Veröffentlichung im Mémorial.

Art. 14. Auflösung des Fonds und seiner Subfonds, Zusammenlegung von Subfonds. Anteilsinhaber, Erben oder sonstige Berechtigte können die Aufteilung oder Auflösung des Fonds oder eines einzelnen Subfonds nicht verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist jedoch berechtigt, bestehende Subfonds aufzulösen, sofern dies unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilsinhaber zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz des Fonds oder im Interesse der Anlagepolitik notwendig oder angebracht erscheint.

Der Beschluss über die Auflösung eines Subfonds wird im «Luxemburger Wort» und soweit erforderlich, in ausländischen Zeitungen veröffentlicht. Vom Tage des Auflösungsbeschlusses an werden keine Anteile mehr ausgegeben, konvertiert oder zurückgenommen. In der Liquidation wird die Verwaltungsgesellschaft das Fondsvermögen im besten Interesse der Anteilsinhaber verwerten und die Depotbank beauftragen, den Nettoliquidationserlös der Subfonds anteilmässig an die Anteilsinhaber der Subfonds zu verteilen. Etwaige Liquidationserlöse, die bei Abschluss der Liquidation nicht an die Anteilsinhaber verteilt werden können, können während 6 Monaten bei der Depotbank hinterlegt werden. Danach werden diese Vermögenswerte bei der Caisse des Consignations in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Subfonds können weder zusammengelegt noch mit anderen Organismen für gemeinsame Anlagen verschmolzen werden.

Eine Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in den gesetzlich vorgesehenen Fällen und im Fall der Auflösung der Verwaltungsgesellschaft. Eine solche Auflösung wird zusätzlich zu den oben beschriebenen Publikationsorganen auch im Mémorial publiziert. Der Ablauf der Liquidation ist identisch mit demjenigen von Subfonds mit der Ausnahme, dass Liquidationserlöse, die nicht beim Abschluss der Liquidation an die Anteilsinhaber verteilt werden können, sofort bei der Caisse des Consignations hinterlegt werden.

Art. 15. Kosten des Fonds. Der Fonds trägt folgende Kosten:

- alle Steuern, die möglicherweise zu Lasten der Vermögenswerte oder der Erträge des Fonds zu zahlen sind;
- Kommissionen und Gebühren, die auf Wertschriftentransaktionen üblicherweise anfallen;
- eine Kommission, zahlbar an die Verwaltungsgesellschaft, die je nach Subfonds bis zu maximal 2% per annum betragen kann. Sie wird auf dem Nettovermögen des jeweiligen Subfonds berechnet und ebenfalls dort belastet. Sie umfasst die Entschädigung für die Depotbank, die Administrationsstelle, die Vertriebsstellen, die Zahlstellen, die

KENSINGTON S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 21.859.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le lundi 11 mars 1996 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes,
- Nomination Statutaire.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (00407/009/18)

Le Conseil d'Administration.

VEDALO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 11.478.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mardi 12 mars 1996 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes,
- Nomination Statutaire.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (00408/009/18)

Le Conseil d'Administration.

SIPALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 20.925.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 7 mars 1996 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits au 31 décembre 1995, et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1995.
4. Démission et nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.
5. Divers.

I (00405/005/17)

Le Conseil d'Administration.

PUBLICASH, Société d'Investissement à Capital Variable

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 39.213.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 7 mars 1996 à 11.00 heures au siège social de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des opérations au 31 décembre 1995;

3. Affectation des résultats;
4. Décharge au Conseil d'Administration;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée et les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'Assemblée devra en aviser la Société et déposer ses actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

I (00416/584/23)

Le Conseil d'Administration.

INDEXIS, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: Luxembourg, 13, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 33.198.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à une

PREMIERE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *13 mars 1996* à 11.00 heures à Luxembourg, 13, avenue de la Porte-Neuve, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion et rapport du réviseur d'entreprises sur l'exercice clôturé au 16 février 1996;
2. Discussion et approbation du rapport annuel sur l'exercice clôturé au 16 février 1996;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge au conseil d'administration en fonction jusqu'à la mise en liquidation de la SICAV;
5. Rapport du liquidateur sur les opérations de liquidation;
6. Nomination d'un commissaire à la liquidation;
7. Divers.

et à une

SECONDE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *22 mars 1996* à 11.00 heures à Luxembourg, 13, avenue de la Porte-Neuve, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du commissaire à la liquidation;
2. Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation;
3. Décision de clôturer la liquidation de la SICAV;
4. Mesures à prendre pour la consignation des sommes revenant aux créanciers;
5. Détermination d'un endroit de conservation des documents et livres sociaux pour une période de cinq ans;
6. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour la tenue de ces assemblées. Les décisions des assemblées seront prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté aux assemblées générales extraordinaires devra en aviser la SICAV au moins cinq jours francs avant la tenue des assemblées.

L'actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions au moins cinq jours francs avant la tenue des assemblées auprès de la banque dépositaire.

I (00325/255/39)

Le liquidateur.

VALINCO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 2, rue des Girondins.
R. C. Luxembourg B 6.531.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi *8 mars 1996* à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1995; affectation du résultat;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Changement du siège social;
6. Divers.

I (00396/000/17)

Le Conseil d'Administration.

MARGÔ FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 43.257.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 11 mars 1996 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Nominations statutaires.
- Transfert du siège social.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (00317/009/15)

Le Conseil d'Administration.

PICAT FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 43.261.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 11 mars 1996 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Nominations statutaires.
- Transfert du siège social.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (00318/009/15)

Le Conseil d'Administration.

TRANSATLANTIC SHAREHOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R. C. Luxembourg B 45.853.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 mars 1996 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- a) Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1995.
- b) Rapport du Commissaire de Surveillance.
- c) Lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 1995.
- d) Affectation du résultat.
- e) Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire de Surveillance.
- f) Divers.

I (00320/045/17)

Le Conseil d'Administration.

UNITED COMPANIES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 10.971.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 7 mars 1996 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits au 31 décembre 1995, affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1995.
4. Divers.

I (00404/005/16)

Le Conseil d'Administration.

SOLUPRO S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 6.671.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *14 mars 1996* à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (00303/534/15)

Le Conseil d'Administration.

COMPAGNIE FINANCIERE IMMOBILIERE HOTELIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 38.862.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 62, avenue de la Liberté, le *lundi 11 mars 1996* à 16.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire aux comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 1994, affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nomination statutaire.
5. Divers.

I (00327/043/16)

GALAXIA HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 18.598.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *29 février 1996* à 10.00 heures en l'Immeuble «L'Indépendance» de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Dissolution anticipée et mise en liquidation de la société;
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.

II (00324/006/15)

Le Conseil d'Administration.

CLARET S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 41.897.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le *vendredi 1^{er} mars 1996* à 10.00 heures au siège social, avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
- Rapport du commissaire aux comptes.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995 et affectation des résultats.
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (00273/009/16)

Le Conseil d'Administration.

MEDICAL INVEST S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 27.491.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 1^{er} mars 1996 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant;

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Résolution à prendre conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales.
5. Réélection d'un administrateur.
6. Divers.

II (00181/660/17)

FIDELITY GLOBAL SELECTION FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1021 Luxembourg, Kansallis House, place de l'Etoile.
R. C. Luxembourg B 27.223.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the Shareholders of FIDELITY GLOBAL SELECTION FUND, a société d'investissement à capital variable organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the «Fund»), will be held at the registered office of the Fund, Kansallis House, place de l'Etoile, Luxembourg at 11.00 a.m. on *February 29, 1996* specifically, but without limitation, for the following purposes:

Agenda:

1. Presentation of the Report of the Board of Directors.
2. Presentation of the Report of the Auditor.
3. Approval of the balance sheet and income statement for the fiscal year ended October 31, 1995.
4. Discharge of the Board of Directors and the Auditor.
5. Election of six (6) Directors, specifically the re-election of Messrs. Edward C. Johnson 3rd, Barry R.J. Bateman, Charles T.M. Collis, Sir Charles A. Fraser, Jean Hamilius and H.F. van den Hoven, being all of the present Directors.
6. Election of the Auditor, specifically the election of COOPERS & LYBRAND, Luxembourg.
7. Consideration of such other business as may properly come before the meeting.

Approval of items 1 through 7 of the agenda will require the affirmative vote of a majority of the shares present or represented at the meeting with no minimum number of shares present or represented in order for a quorum to be present.

Subject to the limitations imposed by the Articles of Incorporation of the Fund with regard to ownership of shares which constitute in the aggregate more than three per cent (3%) of the outstanding shares, each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting by proxy.

Dated: January 19, 1996.

By order of the Board of Directors.

II (00190/584/29)

WORLD CAPITAL GROWTH FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2636 Luxembourg, 14, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 24.810.

The Extraordinary General Meeting of Shareholders of WORLD CAPITAL GROWTH FUND (the Fund) held on 30th January 1996 not having reached the quorum of presence required by law and the Articles of Association, a further

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

will be held at 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, at 11.00 a.m. on *6th March 1996*.

The Extraordinary General Meeting of the Fund will consider and vote upon a proposal to amend the Articles of Association. Such amendments will include in particular provisions:

Agenda:

1. To amend the Articles of Association to permit the change of the Company's registered office to Senningerberg;
2. To amend Article 16 of the Articles of Association to reflect the change of name of S.G. WARBURG ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. into MERCURY ASSET MANAGEMENT S.A.

Voting:

The resolutions on the agenda of the Extraordinary General Meeting may be passed by a majority of 75 per cent. of the votes cast thereon at the Meeting. There will be no quorum requirement for the Meeting.

Voting Arrangements:

In order to vote at the Meeting:

- the holders of Registered Shares may be present in person or represented by a duly appointed proxy;
- Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the Administrator of the Fund to arrive not later than 4th March 1996. Proxy forms will be sent to registered Shareholders with this Notice and can also be obtained from the Administrator. Proxy forms already received for the Meeting held on 30th January 1996 will be used to vote at the Meeting convened for 6th March 1996.

Information for Shareholders:

Shareholders are advised that a draft, subject to amendment, of the proposed new Articles is available for inspection at the following places and at the Meeting:

ADMINISTRATOR
MERCURY ASSET MANAGEMENT S.A.
 6D, route de Trèves
 L-2633 Senningerberg
 Luxembourg
 2nd February 1996.

PAYING AGENT
BANQUE INTERNATIONALE A
LUXEMBOURG S.A.
 69, route d'Esch
 L-1470 Luxembourg

II (00254/000/38)

The Board of Directors.

GLOBAL HOTEL DEVELOPMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
 R. C. Luxembourg B 10.603.

Le conseil d'administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 28 février 1996 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits au 31 décembre 1995; affectation des résultats;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 1995;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

II (00268/005/17)

Le Conseil d'Administration.

SENA INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
 R. C. Luxembourg B 40.523.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le vendredi 1^{er} mars 1996 à 11.00 heures au siège social, avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
- Rapport du Commissaire aux Comptes.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995 et affectation des résultats.
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (00274/009/17)

Le Conseil d'Administration.

ERI BANCAIRE LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
 R. C. Luxembourg B 30.912.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE

des actionnaires de notre société qui se tiendra au siège social en date du 4 mars 1996 à 10.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration sur les opérations et la situation de la société au 31 décembre 1994;

2. Lecture du rapport de révision;
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1994, tels qu'établis par le conseil d'administration;
4. Lecture de la proposition d'affectation des résultats;
5. Décision sur la proposition d'affectation des résultats;
6. Décharge à donner aux administrateurs;
7. Elections statutaires;
8. Divers.

Le Conseil d'Administration
Signature

II (00235/000/21)

GUERLANGE INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 40.229.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le vendredi *1^{er} mars 1996* à 10.00 heures au siège social, avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
- Rapport du Commissaire aux Comptes.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1995 et affectation des résultats.
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (00275/009/17)

Le Conseil d'Administration.

BARCLAYS DIVERSIFIED PORTFOLIO, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.-F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 31.681.

The

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of BARCLAYS DIVERSIFIED PORTFOLIO, SICAV, will be held at the offices of BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A. in Luxembourg, 50, avenue J.-F. Kennedy, on *February 29, 1996* at 11.00 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following

Agenda:

1. To hear:
 - a) the management report of the directors;
 - b) the report of the auditor;
2. To approve the statement of net assets and the statement of changes in net assets for the year ended 31 October 1995;
3. To consider the payment of dividends in March, 1996;
4. To discharge the directors with respect of the performance of their duties for the year ended 31 October 1995;
5. To elect the directors and the auditor to serve until the next annual general meeting of shareholders;
6. Any other business.

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by the majority of the shares present or represented at the meeting.

II (00312/584/24)

The Board of Directors.